

# Le Courrier des incroyables

## Conseils de Révision

Actualités de janvier 2005

oooOOO§§§OOOooo

### SOMMAIRE

CORRESPONDANCES RÉVISIONNISTES

Fin d'une légende par **Carlo Mattogno**

LETTRE DE M. HENRI ROQUES à M. HENRI ROUSSO

LETTRE DE CLAUDE COUROUVE

Lettre ouverte à Jean-Christophe Rufin: Je suis antisémite, de **Marc Saint-Upéry**

**L'histoire cachée de certains libérateurs** par **Alain Moreau**

Itinéraire Garaudy: De Staline à Saddam, par **Aurélie Cardin**

RETOUR SUR LES JUIFS HITLÉRIENS par **David J. Fine**

**La diabolisation**, par **Alain de Benoist**

Et Si Faurisson Avait Gagné... **Gilles Dauvé**

**A Mile Too Far**, by **Kevin Alfred Strom**

oooOOO§§§OOOooo

### LES GRANDES PANURGIES LYONNAISES

**Pour la défense de Bruno Gollnisch**

LETTRE OUVERTE DE **JEAN BRIÈRE**

Le recteur contre le retour de Gollnisch, par **Fabrice Arfi**

Ce tabou en or massif que Gollnisch a violé...

Bruno Gollnisch va être poursuivi

L'"AFFAIRE" GOLLNISCH: UN DOSSIER VIDE

Bruno Gollnisch radié des listes électorales

Interdit d'accès à Lyon III, Bruno Gollnisch dénonce "une décision parfaitement illégale"

**Le tribunal administratif de Lyon n'autorise pas Bruno Gollnisch à retourner à l'Université**

oooOOO§§§OOOooo

La connerie se délocalise

COMMENT ON FABRIQUE DE L'HISTOIRE

**Cet hiver osez le négationnisme! (Si ça ne vous va pas, essayez-le aux autres...)** par **Schlomoh Brodowicz**

**Holocaust or Hoax? The Arguments**, by **Jürgen Graf**

BÛCHERS

LES BONS COMPTES: **La tragédie de la seconde guerre mondiale a fait trois millions de victimes juives.**

PRISONNIER A SION

PRISONNIER À YPRES

**Le Nazisme, espèce protégée des négationnistes?**

## PARUTIONS

CORRESPONDANCES RÉVISIONNISTES

## Fin d'une légende

par Carlo Mattogno

CE TEXTE A DIX ANS!

*Suivant l'adage pas de vérité sans dialogue, voici le droit de réponse de Carlo Mattogno à la suite de la critique de son dernier livre parue dans le dernier numéro de Revision (N° 58, 1994, p. 38).*

*Sans vouloir entretenir outre-mesure une controverse à connotations théologiques, il nous semble que les questions portant sur la technique de crémation à Auschwitz sont loin d'avoir été sinon toutes résolues, tout au moins suffisamment mises en lumière, les problèmes rencontrés relevant en grande partie du mode de communication et au langage employé.*

*Mais aussi de la vision d'ensemble des uns et des autres. Ainsi, le point de vue de Revision sur la cuisson des biftecks qu'évoque cet article, diverge totalement de celui de l'auteur. Il est celui d'un gestionnaire, d'un industriel considérant les choses en termes de productivité, non de circonstances formelles ou ponctuelles. Cependant, on pourrait objecter que cette pomme de discorde est une fausse question, car les «biftecks» en question n'ont jamais été cuits simultanément, contrairement à ce qui a été longtemps prétendu.*

*Tout comme on pourrait signaler qu'il arrive parfois que la distance soit grande entre l'intention et sa réalisation. Phénomène particulièrement sensible dans le cas présent (entre les desseins de Mattogno et l'impression qu'on garde de son livre), à cause de l'intervention de Satan, venu inopinément brouiller les cartes.*

*On l'aura compris, Satan est le sobriquet de Jean-Claude Pressac, cet homme dont l'incommensurable confusion déteint sur les écrits des gens qui le critiquent.*

En 1994, aux États-Unis, a été publiée une étude *Auschwitz. The end of a legend. A critique of J.C. Pressac*, par l'Institute for Historical Review, dont est également disponible l'édition originale italienne *Auschwitz: Fine di una leggenda. Considerazioni storico-tecniche sul libro di Jean-Claude Pressac "Les crématoires d'Auschwitz. La machinerie du meurtre de masse"* (Éd. di Ar, Padoue, 1994). [L'auteur de cette étude est Carlo Mattogno. ndlr]

Dans le numéro 58 de *Revision* a paru un compte-rendu de cette étude (de l'édition américaine), qui est un peu trop sommaire et qui présente en outre des interprétations inexactes.

Pour éviter que le lecteur ne se fasse une idée erronée de mon étude, je précise ce qui suit.

Jean-Claude Pressac a voulu étudier *techniquement* - en plus qu'historiquement - les questions essentielles portant sur les fours crématoires et leurs «chambres à gaz» homicide d'Auschwitz-Birkenau, pour réfuter le révisionnisme sur son terrain de prédilection, qui est technique. Là est à ses yeux la valeur et la signification de son ouvrage *Les crématoires d'Auschwitz*. Pour cette raison, ce livre appelle substantiellement une critique historico-technique et mon étude en est précisément une. Elle contient, sous forme synthétique, quelques-uns des résultats d'une recherche sur les fours crématoires et sur les «chambres à gaz» d'Auschwitz-Birkenau commencée en 1987, que j'ai conduite avec la collaboration de deux ingénieurs. Cette recherche sur les fours crématoires peut être considérée [comme] terminée. Le lecteur intéressé est invité à consulter l'ample résumé qui en est donné dans le chapitre intitulé «Fours crématoires d'Auschwitz-Birkenau» de *Grundlagen zur Zeitgeschichte* (Éd. Grabert, Tübingen, 1994, p. 281-320)[Note de l'AAARGH:: en réalité, depuis dix ans, Mattogno lui-même a beaucoup retravaillé sur la question et il considère que cette étude est désormais dépassée.].

Cela dit, il me semble opportun d'exposer de façon synthétique le contenu d'*Auschwitz: fin d'une légende*, puisque le compte-rendu d'Alain Guionnet l'évoque très rapidement seulement sous un de ses aspects.

Le premier chapitre («Jean-Claude Pressac», p. 1-5) est une sorte d'introduction générale. Le chapitre 2 («Les fours crématoires selon Pressac», p. 6-21) énumère et réfute un à un les arguments fondamentaux de Pressac sur les fours d'Auschwitz-Birkenau et sur les fours civils - affirmations qui sont truffées d'erreurs historiques et d'absurdités techniques. Le chapitre 3 («Technologie de la crémation» p. 22-32) fournit les données correctes relatives à la capacité de crémation et à la consommation de coke des fours d'Auschwitz- Birkenau, et démontre de surcroît l'irréalité d'une extermination de masse dans ce camp sur la base de quatre arguments: 1°) le fait que l'estimation du nombre de cadavres à brûler par les SS en mars 1943 porte exclusivement sur les détenus décédés de mort naturelle; 2°) le fait que les fournitures de coke aux crématoires pour la période allant de mars à octobre 1943 étaient suffisantes exclusivement pour les détenus décédés de mort naturelle; 3°) le fait que la maçonnerie réfractaire des fours de Birkenau ne fut jamais remplacée, raison pour laquelle ils n'auraient pu incinérer qu'un maximum de 156.000 cadavres, c'est-à-dire, dans la pratique, seulement ceux des détenus enregistrés décédés de mort naturelle; 4°) le fait que les deux photographies aériennes prises par les Américains le 31 mai 1944, au moment crucial de la présumée «extermination» de masse des juifs hongrois et de leur crémation, en majeure partie dans les «fosses de crémation» à l'air libre, ne montrent aucune trace de cette gigantesque «extermination». Le chapitre 4 («La solution finale», p. 33-41) révèle le stratagème chronologique de Pressac par lequel il cherche à surmonter les contradictions relatives à la construction des crématoires sans «chambres à gaz», qui plus est un an après qu'Himmler eut prétendument donné l'ordre à Rudolf Höss d'entreprendre l'«extermination» des juifs à Auschwitz. Dans ce chapitre, je démontre en plus que Pressac a «corrigé» la date du «premier gazage» présumé dans le bunker du bloc 2 d'Auschwitz, sur la base d'hypothèses polémiques de mon livre *Auschwitz, la prima gasazione* («Auschwitz: le premier gazage», Éd. di Ar, Padoue, 1992), et non sur la base de documents qu'il aurait découverts à Moscou comme il le prétend. Le chapitre 5 («Les crématoires II et III», p. 42-71) réfute les affirmations de Pressac relatives à la transformation criminelle de ces crématoires, à la terminologie en *Sonder-(Sonderbehandlung, Sonderaktion, etc.)*, à la fourniture de Zyklon B et aux «indices criminels» concernant les crématoires. Dans ce chapitre, je démontre également que les *Gasprüfer*, que Pressac pense être des «détecteurs de gaz» pour l'acide cyanhydrique, étaient en réalité de simples analyseurs de gaz brûlés pour les fours crématoires. En outre, sur la base des documents publiés en fac-similé dans l'appendice, je démontre qu'après la transformation présumée du *Leichenkeller 1* de chacun des crématoires II et III en «chambre à gaz», ces locaux étaient équipés d'un ventilateur qui permettait d'effectuer environ 9,5 renouvellements (*ricambi*) d'air à l'heure, - ce qui était parfaitement normal, sachant que dans une chambre mortuaire à usage intensif d'un crématoire civil, étaient prévus 10 changements d'air à l'heure -, tandis que les *Leichenkellers 2* respectifs des crématoires II et III, présumés être des pièces de déshabillage, avaient chacun un ventilateur permettant d'exécuter 11 changements d'air à l'heure. Ainsi, chaque pièce servant de vestiaire aurait été plus ventilée que la «chambre à gaz» homicide! Le chapitre 6 («Les bunkers 1 et 2», p. 72-78) illustre entre autres la tentative maladroite de Pressac de rattacher ces présumées «chambres à gaz» extrêmement grossières à la technique poussée des installations de désinfection à l'acide cyanhydrique Degesch-Kreislauf. Le chapitre 7 («Les crématoires IV et V», p. 79-88) montre l'insanité de la «reconstruction» historico-technique de Pressac concernant toutes les «chambres à gaz» desdits crématoires: sur ce point, il attribue cette insanité, par un singulier *transfert*, aux projets présumés des ingénieurs de la *Bauleitung* et de la Topf. Suivent la conclusion (chapitre 8, pp. 89-90), les notes (p. 91-102) et un appendice renfermant 12 documents (p. 103-125). Ce livre est augmenté d'un glossaire et d'un index.

En ce qui concerne le compte rendu de Guionnet, je relève avant tout que mon étude ne traite pas de l'origine de l'histoire des «chambres à gaz», donc qu'il n'y a pas lieu de se désoler du fait qu'«on n'y voit pas plus clair sur la façon dont a été montée l'historiographie d'Auschwitz». Je précise en outre que la durée moyenne d'une crémation, de «60 minutes (40 minutes de combustion et 20 minutes de "postcombustion"»), estimation que me prête Guionnet, est inexacte pour les fours d'Auschwitz-Birkenau, j'ai parlé au contraire de 60 minutes de combustion principale plus 20 autres minutes de postcombustion dans le cinéraire. Soit une durée totale de 80 minutes, qui n'interfère pas sur la durée moyenne de la crémation, car était introduit entretemps dans le moufle un autre cadavre. Guionnet me reproche de donner «presque une apparence de crédibilité au témoignage d'Henryk Tauber, qui prétend que la durée de crémation était de 40 minutes, avant de rectifier aussitôt après, en

parlant de 30 minutes, quand "le four était chaud", et que de 3 à 5 cadavres par moufle pouvaient être volatilés en ce laps de temps. Autrement dit, d'après Tauber, un corps aurait été réduit en cendres en 10 minutes ou moins.»

Je confesse que le sens de ce reproche ne m'apparaît pas clairement. Tauber déclare que dans le crématoire II, en moyenne, étaient incinérés 2500 cadavres par jour; j'affirme au contraire que ce crématoire, dans l'hypothèse de gazages homicides, c'est-à-dire en considérant également les cadavres des bébés et des enfants gazés, n'aurait pas pu brûler plus de 360 cadavres par jour, c'est-à-dire quasiment sept fois moins. Cela signifie-t-il donner une apparence de crédibilité à Tauber? J'ajoute que la crémation présumée de 3 cadavres par moufle en une demi-heure ne saurait équivaloir à la crémation d'un cadavre en 10 minutes. Cette affirmation revient à dire que si on cuit trois biftecks dans une même poêle en 30 minutes, la cuisson d'un bifteck demande en moyenne 10 minutes!

Je conclus en donnant cette ultime précision sur la signification du titre de mon étude, qui est synthétisée à la dernière page du texte:

«De quelque façon que ce soit, une chose est sûre: ces livres de Pressac sur Auschwitz représentent *la fin d'une légende*».

*Revision*, n° 59, janvier 1995, p. 19-20.

**LETTRE DE M. HENRI ROQUES**, auteur de la célèbre thèse de juin 1985 (sur les "Confessions" de l'officier allemand Kurt Gerstein) dont la soutenance a été annulée par le ministre Devaquet, esclave de Chirac, en 1986, à M. Henry Rousso, auteur du récent rapport sur l'Université de Lyon III qui est à l'origine de l'affaire Gollnisch:

## **A Monsieur Henry Rousso 24 novembre 2004**

Monsieur le Président,

Je viens de terminer la lecture de votre ouvrage intitulé "Le dossier Lyon III". J'ai constaté que j'étais cité nommément 46 fois auxquelles s'ajoute un certain nombre de mentions de la thèse de Nantes, dont je suis l'auteur. Il est aisé de comprendre mon indignation du fait que vous ne m'avez jamais sollicité pour me rencontrer et recueillir mon point de vue. Je partage ce triste privilège avec le professeur Faurisson. Pour quelle raison? Sommes-nous des personnages trop dangereux, car vous manquez d'arguments pour répondre aux nôtres?

Vous avez, paraît-il, pris contact avec Bernard Notin et Jean Plantin qui ont décliné votre offre de rencontre. Croyez bien que, moi, j'aurais accepté la rencontre, ce qui vous aurait évité d'écrire des choses fausses ou approximatives à mon sujet et à celui de ma thèse. En conséquence, vous ne vous élevez pas au-dessus du niveau des journalistes de tout acabit qui, depuis près de vingt ans, se recopient les uns les autres pour énoncer les mêmes sornettes. Dommage! J'attendais mieux d'un historien renommé et choisi par le ministre de l'Education dite nationale.

Sans épuiser la question, je vais vous faire quelques remarques que j'estime essentielles. Vous parlez de "tentative avortée de la thèse de Nantes" (p. 221) certainement parce qu'elle a été annulée un an plus tard pour des irrégularités administratives, sur ordre d'un ministricule dont tout le monde a oublié le nom ("fait presque unique dans les annales universitaires", écrivez-vous à la page 121. Pourquoi "presque"? Je pense que c'est UNIQUE et c'est pour moi un honneur également unique). Il n'y a pas eu de tentative avortée mais, tout au contraire, une réussite exceptionnelle dont j'ai tout lieu de me féliciter. Ne dites-vous pas à cette même page 121 que mon affaire a eu des "échos dans le monde entier"? Je suis comblé. Qu'aurais-je fait d'un diplôme de docteur de l'université de Nantes dans ma 65<sup>e</sup> année? **Mon but était de faire progresser la vérité sur un sujet tabou** et j'ai parfaitement réussi. (...)

Toujours à la page 121 vous vous référez à la *Revue d'histoire moderne et contemporaine* de janvier/mars 1987. Très bien; mais il semble que vous n'ayez pas feuilleté cette revue jusqu'au bout car vous ne faites pas la moindre allusion à la publication par la RHM de l'interview accordée par le doyen Michel de Boïard au journal *Ouest-France* les 2 et 3 août 1986. Cet ex-doyen de la faculté des Lettres de Caen était membre de l'Institut, président de la Commission résistance et déportation à

l'IHTP [Institut d'histoire du temps présent] dont vous n'étiez pas encore le président. Ancien déporté au camp de Mauthausen (...), M. de Boïard appartient au parti communiste français de 1942 à 1960. Il est difficile de lui coller l'étiquette "néo-nazi" ou "extrême droite". Et pourtant il m'a apporté un soutien total, il aurait même souhaité faire partie de mon jury. Votre "oubli" est significatif: il atteste que vous avez fait une analyse totalement partielle de la situation à Lyon III, en écartant tout ce qui vous gênait. Je ne dirai qu'un mot de l'académicien Alain Decaux qui a publiquement rendu hommage à mon travail à deux reprises (en 1983, dans *Histoire en question-II* puis en 1998 dans *La Guerre absolue*). Il a ajouté qu'il ne partageait pas mes conclusions, ce qui est son droit. En tout cas il a donné un bel exemple d'esprit libre et démocratique. Le débat que le professeur Bruno Gollnisch demande depuis le 11 octobre 2004, c'est celui que les révisionnistes réclament depuis un quart de siècle. A l'imitation de tous les journalistes ignares, vous parlez d'un "jury de complaisance" (...). Ceux qui parlent de jury de complaisance sont ceux qui souhaitent qu'il n'y ait pas de jury du tout.

Il est flagrant que vous n'avez pas lu ma thèse, car vous écrivez sur Gerstein ce que tout le monde ânonne à son sujet depuis le procès de Nuremberg, omettant d'ailleurs de préciser que le récit du mythomane Gerstein, qui est un tissu d'absurdités, n'a même pas été retenu par le Tribunal militaire international.

Sous prétexte que le "rapport Gerstein" a été pris au sérieux par de nombreux auteurs (Poliakov, Wellers, Vidal-Naquet, etc., pour ne citer que des Français), devrait-on faire la génuflexion devant cette Sainte Écriture, en fermant les yeux sur les âneries proférées par un psychopathe qui, par ailleurs, détournait l'argent dont il disposait à l'Institut d'hygiène de la Waffen SS à Berlin (cf. Pierre Joffroy, "L'Espion de Dieu", éd. Seghers, 1992, p. 186) et dissimulait dans une cache de son appartement à Tübingen au moins un tableau de Matisse qui avait disparu? (annexe 5) Voilà quelques-unes des raisons qui justifiaient la rédaction d'une thèse et je suis fier de l'avoir soutenue.

Je vous adresse mes salutations, en espérant (sans trop y croire) une réponse qui me surprendrait (agréablement).

H. Roques

*P.J. annexes 1 à 6 [Ces annexes n'étant pas numérisées, les personnes désireuses de les recevoir voudront bien nous les réclamer en nous fournissant leur adresse postale.]*

## LETTRE DE CLAUDE COUROUVE

Voici un message posté par Claude Courouve sur le forum du *Nouvel Observateur* le 8 novembre mais qui, nous signale-t-il, n'a pas été diffusé:

Sur France 5, ce jour, BHL vient de traiter Gollnisch de "cinglé", comparant ses propos à ceux de quelqu'un qui dirait que Marseille est sur l'Atlantique. Avec tout le respect dû à l'immense philosophe qu'est BHL, il me semble qu'il se trompe. Les réalités géographiques sont constantes, à moyen terme, et faciles à constater, alors que les événements historiques sont ponctuels. Par ailleurs Gollnisch n'a pas nié les chambres à gaz, mais seulement renvoyé l'établissement de leur existence au travail des historiens. On peut s'étonner que les PUF n'aient consacré aucun "Que sais-je?" à la question des chambres à gaz; que le seul ouvrage de référence sur la question, celui de Pressac publié aux Presses du CNRS en 1993, soit fort confus, évoque dans son titre les crématoires, et non les chambres à gaz, et soit le fait non d'un historien, mais d'un pharmacien, par ailleurs ancien disciple, retourné, de Faurisson.

On ne sortira du doute légitime que par l'abrogation de la loi Gayssot et le rétablissement des méthodes traditionnelles de l'histoire, depuis Hérodote; rétablissement souhaité, dès 1981, par Edgar Morin.

Enfin, on aura noté que pas un spécialiste de la seconde guerre mondiale, pas un professeur d'histoire des Universités françaises, n'est encore intervenu dans l'affaire Gollnisch.

8 novembre 2004

PIRE QUE NOUS  
26 Novembre 2004

## Lettre ouverte à Jean-Christophe Rufin: Je suis antisémite

Marc Saint-Upéry

La lecture du rapport Rufin m'a enfin ouvert les yeux. L'heure n'est plus aux euphémismes, aux rationalisations et aux tergiversations. Il nous faut désormais, moi et, je suppose, tous ceux qui partagent des opinions analogues, regarder la réalité en face. Pourquoi le cacher? Nous sommes tous des antisémites. En tout cas, en ce qui me concerne, il est désormais clair que je suis un antisémite dans la mesure où je suis globalement d'accord avec les opinions qui suivent:

"Aujourd'hui, la nation israélienne s'appuie sur un échafaudage de corruption, lui-même posé sur des fondations d'oppression et d'injustice. En tant que telle, la fin de l'entreprise sioniste est déjà à notre porte. Il existe une vraie probabilité que notre génération soit la dernière génération du sionisme. Il se peut qu'il y ait un État juif, mais il sera d'un autre genre, étrange et affreux. [...] Il apparaît que ces deux mille ans de lutte du peuple juif pour sa survie se réduisent à un État de colonies, dirigé par une clique sans morale de hors-la-loi corrompus, sourds à la fois à leurs concitoyens et à leurs ennemis. [...] Une structure construite sur de l'insensibilité à l'Homme s'effondrera d'elle-même, inévitablement. Prenez bien note de cet instant: la superstructure du sionisme s'effondre déjà [...]. Seuls les fous continuent à danser en haut de l'immeuble, alors que les piliers s'effondrent."

— Avraham Burg, membre du parti travailliste israélien, ex président de la Knesset.

"La vérité déprimante, c'est que le comportement actuel d'Israël n'est pas seulement néfaste pour les États-Unis, bien qu'il le soit indéniablement. Il n'est même pas seulement néfaste pour Israël lui-même, comme de nombreux Israéliens le reconnaissent tacitement. La vérité déprimante, c'est qu'Israël est néfaste pour les Juifs."

— Tony Judt, historien juif anglo-américain libéral se réclamant de Raymond Aron et de François Furet.

"Je ne suis pas psychologue, mais je crois que quiconque vit avec les contradictions du sionisme est condamné tôt ou tard à sombrer dans la folie. Il est impossible de vivre comme cela. Il est impossible de coexister avec une injustice aussi terrible. Il est impossible de vivre avec des critères moraux aussi contradictoires. Quand je contemple non seulement les colonies, l'occupation et la répression, mais aussi le mur démentiel derrière lequel les Israéliens tentent de se cacher, j'en viens à la conclusion qu'il y a quelque chose de très profond dans notre attitude à l'égard du peuple autochtone de cette terre qui nous fait complètement délirer."

— Haïm Hanegbi, israélien, membre du mouvement pacifiste Gush Shalom.

A quelques nuances près, donc, je souscris largement à ces propos et à bien d'autres de la même eau que je lis régulièrement dans la presse israélienne en anglais, car, comme tous les antisémites, je suis obsédé par ce que font et disent les Juifs et Israël. En raison de mes activités professionnelles et militantes, je suis aussi obsédé par pas mal d'autres choses qui n'ont rien à voir avec les Juifs et Israël et je lis très régulièrement des organes de presse américains, britanniques, italiens, espagnols, mexicains, brésiliens, argentins, péruviens, boliviens, équatoriens et, à l'occasion, tchèques, mais ce n'est pas une excuse. Du seul fait de ce "goût étrange pour le peuple Juif", comme dit Roger Cukierman, je suis quand même un antisémite. De fait, quelle autre raison pourrait avoir un intellectuel *goy* français de lire *Haaretz* qu'un antisémitisme sournois?

En outre, pour bien saisir la perversité de mon antisémitisme, il faut savoir qu'il se masque derrière une apparence de déconstruction fallacieuse du discours antisioniste vulgaire. Dans un ouvrage publié par les éditions La Découverte<sup>1</sup> (éditeur crypto-antisémite qui masque lui aussi hypocritement ses activités antisionistes répugnantes par la publication d'ouvrages d'auteurs sionistes comme Mitchell Cohen ou même Theodor Herzl en personne, sans parler de nombreux ouvrages consacrés à la Shoah), j'écrivais ainsi: "Le sionisme n'est pas le fruit d'un sinistre complot impérialiste,

<sup>1</sup> AA.VV., *Antisémitisme: l'intolérable chantage. Israël-Palestine, une affaire française?*, La Découverte, Paris, 2003.

mais un mouvement d'auto-émancipation des masses juives d'Europe centrale et orientale et une critique politique et culturelle des illusions assimilationnistes répandues en Occident — critique que la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle européen justifiera pour bonne part, et de façon tragique."

Je dénonçais par ailleurs le "simplisme de certains discours pro-palestiniens, qui participent de la pensée pieuse dont se nourrit un gauchisme doloriste et manichéen" et j'ajoutais, feignant de critiquer la diabolisation unilatérale d'Israël: "Parfois décrit comme le 'péché originel' d'Israël, ce passé [à savoir les excès de la guerre d'Indépendance et l'expulsion de 700 000 Palestiniens] n'est pourtant pas plus coupable que celui, point très éloigné, de bien des membres tout à fait respectables de la communauté internationale." Enfin, je me prononçais vigoureusement contre toute complaisance à l'égard des actes antijuifs: "Ses agresseurs [ceux d'un jeune collégien juif], tous comme ceux qui s'en prennent à des symboles ou des institutions de la communauté juive, sont au mieux de jeunes fier-à-bras écervelés, au pire de petits crétins racistes. Les autorités de la République, pas plus que l'administration scolaire, ne sauraient tolérer de tels dérapages au nom de je ne sais quelle complaisance tiers-mondiste ou de la susceptibilité des populations immigrées."

Bien entendu, aucun "décrypteur" intelligent de mon discours antisioniste ne se laissera prendre à ces pitoyables manœuvres de diversion. Comme le déclarait il y a quelque temps un spectateur enthousiaste du film de Jacques Tarnéro à un journaliste de *Libération*: "Maintenant, il y a des antisémites qui reconnaissent la Shoah, ça ne prouve rien en leur faveur!" Grâce au travail pionnier d'analyse symptomatologique effectué par les courageux déconstructeurs de la "nouvelle judéophobie", on devinera sans peine que ces propos cauteleux rédigés par ma plume machiavélique ne sont que la preuve que je suis prêt à tous les compromis de surface pour faire passer mon message antisioniste-antisémite de délégitimation insidieuse d'Israël et, par conséquent, de légitimation subreptice des incendies de synagogues, des profanations de cimetière et des pogroms de demain.

Car il faut bien comprendre la manœuvre. S'opposer, par exemple, à la diabolisation unilatérale et à la "nazification" d'Israël pour la simple et vulgaire raison qu'elle serait empiriquement indéfendable et qu'elle refléterait la mauvaise foi ou l'imbécillité de l'infime poignée d'ultra-gauchistes tarés et/ou d'islamo-fascistes délirants qui la pratiquent, et non pas parce qu'elle serait sacrilège en soi, c'est précisément légitimer par la bande la comparabilité historique de tout avec tout, et en particulier celle de l'incomparable et intouchable Israël. Les gens qui, comme moi, se plaisent à couper les cheveux en quatre et feignent d'attribuer une certaine pertinence historique au sionisme et de reconnaître le droit à l'existence d'Israël tout en soumettant les pratiques de cet État à une sociologie comparative de l'oppression et de la domination hypocritement "nuancé", les gens qui, comme Dominique Vidal, ratiocinent avec une fausse innocence épistémologique pour savoir dans quelle mesure les pratiques de l'État juif ressemblent ou ne ressemblent pas à celles de l'apartheid sud-africain, sont donc des antisémites sournois bien plus dangereux que les simples négationnistes et judéophobes déclarés.

Une autre raison pour laquelle il est clair que je suis un antisémite "par procuration", selon la jolie formule de Jean-Christophe Rufin, c'est que je n'ai même pas honte. Je suis en effet favorable à une offensive intellectuelle agressive et sans pitié contre le chantage idéologique permanent exercé en France par une poignée d'intellectuels juifs et non juifs. Je suis un antisémite parce que je refuse de me laisser intimider et de faire acte de contrition. Je suis un antisémite parce que j'éprouve la plus profonde admiration intellectuelle et humaine pour des gens comme, par exemple, Rony Brauman, Daniel Lindenberg ou Pierre Vidal-Naquet [***C'est bien la preuve que l'auteur de cette phrase est complètement taré.***] - intellectuels aux options politico-idéologiques par ailleurs assez différentes mais qui, comme chacun sait, ont en commun d'être de typiques Juifs honteux et d'ignobles "self-haters". Je suis un antisémite parce que je me solidarise avec eux et avec bien d'autres, juifs et non juifs, qui partagent des positions analogues. De la même façon, et pour les mêmes raisons, je suis un antisémite parce que j'éprouve le plus profond mépris pour Alexandre Adler, Alain Finkielkraut, Jacques Tarnéro, Pierre-André Taguieff et bien d'autres, juifs et non juifs, qui partagent les objectifs de leur campagne hystérique contre la "réprobation d'Israël".

Je ne ressens pas par rapport à ces derniers une simple divergence d'opinion. Je ne les perçois pas comme des gens qui sont seulement en désaccord avec moi, mais comme des propagandistes manipulateurs qui pratiquent le chantage victimiste sournois et le lynchage moral comme méthode de débat permanent. Le fait que leur volonté de salir systématiquement leurs adversaires ait parfois des effets d'intimidation sur des personnes parfaitement honnêtes n'est que la preuve de leur dangerosité. Pour moi, ces intellectuels sont moralement du même acabit que les compagnons de route du totalitarisme, les virtuoses staliniens de la dénonciation de la "complicité objective" avec la réaction, les sophistes justificateurs du "bilan globalement positif" de l'Union soviétique ou, pour un exemple plus contemporain, l'inénarrable Ignacio Ramonet léchant les bottes du dictateur Castro sous prétexte

que l'ennemi de mon ennemi est mon ami. Ces gens-là ne méritent pas notre respect. Ils ont failli comme intellectuels et, en mettant la mission qui lui a été confiée au service de cette propagande de bas étage, Jean-Christophe Rufin a lui aussi gravement failli à l'éthique du service public.

Comme les idéologues monomaniaques dont le rapport Rufin se fait subrepticement l'écho sont des malades ou des salopards, et souvent les deux à la fois, il faut les traiter comme tels, et cesser d'être sur la défensive. Il faut les attaquer publiquement et casser leur sophistique misérable (qui ferait d'ailleurs rire pas mal de gens en Israël, où on est nettement plus lucide et autrement moins tortueux) sans inhibition. Il faut cesser d'être tétanisé, il ne faut pas ou plus se demander "mais si je dis ça, malgré ma bonne volonté, est-ce que ça ne risque pas d'être interprété comme un discours antisémite, ou comme un raisonnement qui m'entraîne sur la 'pente glissante'". Il n'y a pas de pente glissante, il y a les faits, leur interprétation empiriquement contrôlable et la recherche de la vérité qui s'effectue à travers elle. Et il n'est pas de vérité, partielle ou synthétique, transparente ou complexe, qui ne serait pas bonne à dire ou à écrire sous prétexte qu'elle "faciliterait" le "passage à l'acte" de crétins et d'illuminés qui, de toutes façons, ne se soucient pas de la vérité et ne fréquentent pas les lieux où elle se cherche et s'énonce.

Il y a des moments dans l'histoire où l'honneur de l'esprit mérite d'être défendu, y compris face aux formes d'ignominie intellectuelle qui se drapent dans la vertu dénonciatrice et dans la parodie cynique d'une moralité supérieure. C'est aujourd'hui toute une collectivité humaine et politico-intellectuelle (le mouvement altermondialiste, les Verts, l'extrême-gauche et par association, tous ceux qui, réformistes, sociaux-démocrates ou libéraux, partagent telle ou telle de leur position sur le conflit israélo-palestinien) qui est mise sur la sellette en bloc, jugée en termes de responsabilité collective et mise en demeure d'abjurer des convictions certes parfaitement discutables dans les détails, voire parfois simplificatrices dans leur formulation sténographique, mais malheureusement largement fondées pour l'essentiel. Et quand cette mise en demeure se fait au nom d'un phantasme idéologique concocté par une petite mafia de pervers qui vivent de la promotion d'un narcissisme communautaire paranoïaque (heureusement loin d'être hégémonique chez les Juifs de France) et de la pornographie mémorielle au service d'une raison d'État coloniale sans vergogne, il est de notre devoir de réagir<sup>2</sup>. C'est pour cela que, si c'est là le prix de cette bataille pour la vérité et la dignité, j'accepte qu'on me colle l'infamante étiquette et je ne chercherai pas à dissimuler ce qui, désormais, crèvera les yeux de tous mes lecteurs de bonne foi: oui, encore une fois, je suis un antisémite.

Marc Saint-Upéry  
[éditeur, journaliste et traducteur]

*La pornographie mémorielle: la formule est bien trouvée.*

LES VIOLÉES VOILÉES

## L'histoire cachée de certains libérateurs

Légitimée par des images de foules enthousiastes acclamant leurs libérateurs américains, une iconographie joyeuse de la Libération s'est durablement inscrite dans la mémoire collective française.

Avec une abondante littérature héroïque et des films de référence comme *Le Jour le plus long* ou *Il faut sauver le soldat Ryan*, des reportages exaltant un héroïsme bien réel, les festivités marquant le soixantième anniversaire du débarquement en Normandie entretiennent l'image idéalisée du soldat libérateur envoyé sur le Vieux Continent par la plus grande des démocraties pour le libérer du mal absolu. Une représentation trop belle, trop parfaite pour être entièrement conforme à la réalité.

Fin de matinée du 9 janvier 1945. Un gibet est dressé dans une carrière sur la route de Chonville, au sud-ouest de Lerouville, petite ville de la Meuse. Le soldat John David Cooper, 23 ans, originaire de Géorgie, est exécuté par pendaison pour le viol de trois jeunes filles.

Le 2 février suivant, au même endroit et à la même heure à quelques minutes près, une scène identique se répète. J. P. Wilson, complice de Cooper dans le viol des trois jeunes Françaises, est pendu devant 72 témoins. Son exécution avait été retardée car il avait réussi à s'échapper de sa cellule après sa condamnation.

---

<sup>2</sup> Bien qu'elle révèle nettement mon obsession antisémite (et, très probablement, mon négationnisme larvé), la notion de "pornographie mémorielle" n'est pas de moi, mais de l'historienne israélienne Idith Zertal, auteure de *Death and the Nation. The Holocaust in Israel's Discourse and Politics* (Dvir, 2003; à paraître aux Editions La Découverte).



Ces deux pendaisons n'étaient pas les premières. Dès août 1944, un soldat américain avait déjà été exécuté en France pour un viol commis une semaine après le débarquement du 6 juin.

Au Royaume-Uni, en 1942, alors que les troupes américaines s'installaient pour préparer le débarquement en Europe, plusieurs GI condamnés pour viols avaient déjà été pendus. Outre ces exécutions, dans les deux pays, la justice militaire avait prononcé à l'encontre de soldats de nombreuses condamnations à de lourdes peines de prison pour crimes sexuels.

L'ouverture récente de nombreuses archives judiciaires aux États-Unis, en Angleterre, en France et en Allemagne permet aujourd'hui de prendre la mesure de l'ampleur d'un phénomène dont l'évocation est longtemps demeurée taboue: **les 17.000 viols commis par les GI américains en Europe en 1944 et 1945.**

C'est à J. Robert Lilly, professeur de sociologie et de criminologie à la Northern Kentucky University, aux États-Unis, et aussi à Durham, en Grande-Bretagne, que l'on doit un ouvrage décisif sur la question, *La Face cachée des GI's* (éditions Payot). Notons que **sa publication est aujourd'hui empêchée aux États-Unis pour cause de guerre en Irak**, alors que sa publication est annoncée en Italie, m'indiquait l'auteur à la mi-mai.

[Voir *Stupri du Guerra*, aux éditions Mursia.

< <http://www.mursia.com/testimonianze/stupridiguerra.html> >]

J. Robert Lilly établit qu'en Angleterre, en France et en Allemagne 17.080 femmes et enfants auraient été victimes de violences sexuelles de la part de soldats américains: 11.040 pour l'Allemagne, 3620 pour la France, 2420 pour l'Angleterre. Ainsi la libération de l'Europe n'a-t-elle pas dérogé aux règles barbares selon lesquelles les femmes sont systématiquement les victimes sexuelles des troupes d'invasion et d'occupation.

En France, selon J. Robert Lilly, bien que les GI évoluent en pays allié, «la fréquence et la férocité des viols furent pires qu'au Royaume-Uni». L'auteur précise qu'«il est raisonnable de conclure que 2500 Françaises furent violées par des soldats américains».

En Allemagne, la première plainte pour viol qui déboucha sur un procès en cour martiale eut lieu seulement un mois après que les armées d'Eisenhower eurent repris l'offensive dans la bataille des Ardennes, en janvier 1945. Le violeur, le soldat Wardell W. Wilson, venait du 777<sup>e</sup> bataillon d'artillerie. Son agression ouvrait une longue liste d'exactions sexuelles dont furent victimes des femmes allemandes.

Entre janvier et septembre 1945, les cours martiales ont condamné pour viols 187 soldats. La plus jeune des victimes avait trois ans. **Sur instructions directes du général Eisenhower**, aucun soldat américain n'a été exécuté. Car du point de vue de la justice militaire américaine, ce qui était considéré comme un viol en Angleterre et en France ne devenait plus en Allemagne qu'une «illicite relation sexuelle avec une femme non mariée».

Dans une affaire soumise à la cour martiale, les soldats Ward et Sharer, qui avaient violé une jeune fille de 19 ans, ne furent condamnés qu'à un an de travaux forcés et renvoyés de l'armée. On leur reprochait d'avoir enfreint le 96<sup>e</sup> Article of War, qui interdisait les rapports sexuels avec une «femme non mariée».

Un officier, violeur de la veuve d'un soldat qui avait appartenu à une division SS, fut simplement renvoyé de l'armée au motif qu'il avait obligé une femme «à enlever ses vêtements (...) cette conduite montrait qu'il était tombé en dessous du niveau individuel de décence exigé pour les officiers gentlemen».

Les crimes sexuels de guerre, longtemps admis comme une des banales infortunes coutumières infligées aux vaincus, ne furent pas l'apanage des seuls libérateurs américains. Selon J. Robert Lilly, **des milliers d'Italiennes ont été violées par des soldats français au cours de la campagne d'Italie. En Allemagne, les autorités de Stuttgart ont retenu leur implication dans 1198 viols.**

Quant à l'Armée rouge, ce sont plusieurs centaines de milliers de crimes sexuels qui lui ont été imputés au détriment de la population allemande.

Qui a dit que l'histoire ne repasse pas les plats? Pour se convaincre du contraire, il suffit d'aller aujourd'hui sur d'autres théâtres d'opérations. Des «libérateurs» y écrivent un nouveau chapitre d'«une histoire faite de sang, de sperme et de larmes» (préface de Fabrice Virgili au livre de J. Robert Lilly).

Quitte à passer pour ingrat ou iconoclaste, on ne dénoncera jamais assez fort les images trop parfaites de la guerre.

**Alain Moreau**

[ancien éditeur de bouquins pas toujours très nets.]

*Le Monde*, 5 juin 2004

GARE AUX DITS

Sur le site des assassins brigadistes auto-amnistiés par anticipation on trouve ce petit bijou:

## Itinéraire Garaudy: De Staline à Saddam

Par Aurélie Cardin

Lundi 4 octobre 2004

[Note de l'AAARGH : on peut consulter notre page Garaudy qui contient tous les détails de l'affaire, les articles s'y rapportant et le livre lui-même : <http://aaargh-international.org/fran/fren/fren.html> ]

### **Introduction au mémoire de maîtrise: "L'affaire Garaudy/Abbé Pierre dans la presse", Université Paris X-Nanterre.**

L'intégralité du mémoire (180 pages) est téléchargeable (sic) en format ZIP/RTF dans l'espace abonnés

**Lors des divers développements de l'affaire Garaudy-abbé Pierre, j'ai été personnellement confrontée au discours antisémite et négationniste** tenu par des personnes appartenant à des organisations se réclamant d'une extrême-gauche radicale. J'ai cherché à comprendre comment cet argumentaire irrationnel pouvait être également relayé par des personnalités ayant autorité dans les domaines scientifique, politique, religieux ou philosophique.

**Le négationnisme est une doctrine niant la réalité du génocide des juifs par les nazis.** Les historiens ont adopté les dénominations de "négateurs" ou de "négationnistes" pour désigner "ceux qui prétendent ainsi se parer des vertus légitimes de la révision historique lorsqu'ils décrètent que les chambres à gaz d'Auschwitz et des autres camps d'extermination nazis n'étaient en fait que des lieux de désinfection des vêtements des déportés et lorsqu'ils dénoncent ce qu'ils appellent le prétendu génocide comme étant une escroquerie politico-financière, d'origine essentiellement sioniste, dont le principal bénéficiaire serait l'État d'Israël et dont le peuple palestinien et le peuple allemand seraient les victimes" écrit l'historienne Nadine Fresco. Il faut user d'une grande prudence avec les termes d'"histoire révisionniste", de "révision de l'histoire", en raison du fait que **les négationnistes les ont pris en otage afin de masquer la réalité de leurs objectifs.** L'importance du choix des mots, dans ce domaine, est absolument cruciale: c'est au moyen d'un langage codé que les nazis ont tenté de nier, en temps réel, le génocide en cours. Nous appellerons donc "négationnistes" et "négateurs" ces idéologues qui essaient de dissimuler leur entreprise en se présentant comme les "historiens critiques d'une école révisionniste" et "argumentaire", "discours" ou "propos négationniste" le contenu de leurs ouvrages.

**Le négationnisme est apparu au lendemain de la défaite de l'Allemagne hitlérienne,** et la spécificité du négationnisme français tient au fait que les auteurs des premiers textes sont écrits par des hommes issus d'horizons politiques diamétralement opposés.

**Le premier, Maurice Bardèche, est né en 1909 et mort en 1999. Ce professeur de littérature entre en politique et devient le principal théoricien du néofascisme français** après la condamnation à mort, pour collaboration, de son beau-frère Robert Brasillach . En 1948 et 1950, Maurice Bardèche publie deux pamphlets antisémites aux titres transparents (*Nuremberg ou la Terre promise* puis *Nuremberg II ou les faux-monnayeurs*)

[ voir < <http://aaargh-international.org/fran/livres/livres.html> > ]

dans lesquels il blanchit les collaborateurs, dénie aux Alliés le droit de juger les nazis pour leurs crimes et accuse les juifs d'être responsables du déclenchement de la guerre. En 1952, il fonde *Défense de l'Occident*, une revue dans laquelle le discours négationniste se trouve régulièrement exprimé et qui, à partir de 1960, accueille les écrits de Paul Rassinier. Maurice Bardèche deviendra d'ailleurs son principal éditeur.

**Le deuxième personnage qui a structuré le discours négationnisme, Paul Rassinier, est né en 1906 et est mort en 1967. Instituteur, il est tout d'abord communiste jusqu'à son exclusion en 1932,** puis il adhère à la S.F.I.O en 1934. Pacifiste et "munichois" intégral, il finit par participer à la résistance. Arrêté, torturé, il est déporté en 1943 vers les camps de concentration de Buchenwald et de Dora. En 1948, il publie son premier livre *Passage de la ligne* dans

lequel il récuse la résistance des communistes dans les camps, et les tient davantage responsables des violences et des assassinats que les S.S. Son deuxième ouvrage *Le mensonge d'Ulysse* paraît en 1950. Il est préfacé par Albert Paraz, collaborateur de l'hebdomadaire d'extrême-droite *Rivarol*. Cela lui vaut d'être exclu de la S.F.I.O. Peu à peu les juifs deviennent sa cible privilégiée. En 1950, il adhère à la Fédération anarchiste et collabore dans le même temps, derrière un pseudonyme, à *Rivarol*. De 1947 à sa mort, il devient comme l'écrit Nadine Fresco [*demi-mondaine dans la Recherche*] "un plumeur de la dénonciation. Dénonciation du comportement des détenus communistes dans les camps allemands bientôt suivie par celle monomaniacale, du complot juif international, responsable du déclenchement de la Seconde guerre mondiale et artisan de l'escroquerie du prétendu génocide". Selon la formule de l'historien [*de la Grèce antique*] Pierre Vidal-Naquet, "le pont entre l'extrême droite et l'ultra-gauche" est consacré depuis le début des années 60 lorsque Maurice Bardèche est devenu l'éditeur de Paul Rassinier.

[ Tous les textes de Rassinier sur < <http://aaargh-international.org/fran/archRassi/archRassi.html>> ]

**Jusqu'au milieu des années 70, le négationnisme est surtout véhiculé par l'extrême droite, et reste confiné dans des cercles restreints** qui ne bénéficient pas encore du relais que constituera, bientôt, la puissance du Front National. Le négationnisme fait une entrée en scène fracassante avec Robert Faurisson qui nie publiquement l'existence des chambres à gaz homicides. Ce professeur de littérature, issu de l'université lyonnaise, met à profit les déclarations dans *L'Express* de l'ancien commissaire aux questions juives, Louis Darquier de Pellepoix, selon lequel "à Auschwitz on a gazé que des poux" pour se faire connaître au moyen d'une tribune libre publiée par *Le Monde*, le 28 décembre 1978. Cette publication, une reprise presque à l'identique d'un article paru quelques temps plus tôt dans la revue fasciste *Défense de l'Occident*, est pour une part le résultat du véritable harcèlement auquel se livre Robert Faurisson auprès des journaux. Robert Faurisson est rapidement sollicité par des militants d'ultra-gauche regroupés autour de *La Vieille Taupe* qui voient dans ses arguments un prolongement de ceux de Paul Rassinier auxquels ils sont sensibilisés depuis plusieurs années. La confusion qui naît du soutien de cette frange de l'ultra-gauche à Robert Faurisson lui ouvre des espaces de légitimation. Dès 1980, il obtient ainsi le témoignage volontaire, devant la justice, de scientifiques dont le plus actif est le sociologue Serge Thion, qui viennent appuyer ses affirmations. Cette véritable alliance de *La Vieille Taupe* et de Robert Faurisson donne le signal à une ample tentative de légitimation du délire négationniste qui revêt plusieurs formes:

— **légitimité médiatique** obtenue grâce à la publication de textes de Faurisson par *Le Monde*.

— **légitimité scientifique** revendiquée par la mise en avant systématique de diplômes et de titres universitaires. Dès 1980, Nadine Fresco remarque à ce sujet que la "question des chambres à gaz" figure au programme de l'Université lyonnaise

"A ceux qui s'inquièteraient de l'obsession démythificatrice dont semble décidément faire preuve M. Faurisson, j'indiquerai que celle-ci figure pour ainsi dire sur sa carte de visite, puisqu'à la page 13 du livret publié en janvier 1978 par l'U.E.R. de Lettres et Civilisations classiques et modernes de l'Université de Lyon 2, on peut lire les mots suivants: "Robert Faurisson, maître de conférences. Littérature française du XXe siècle. Spécialité: critique de textes et documents, recherche du sens et du contre-sens, du vrai et du faux (...) Les travaux en cours annoncés par Faurisson en janvier 1978 sont les suivants: "un dictionnaire de Céline; les Bavures, chronique de l'Epuration dans des communes du Confolantais; article sur Céline et Lautréamont; recherches sur les thèmes "Le journal d'Anne Franck est-il authentique?"; recherches sur la genèse de la légende des chambres à gaz nazies et préface sur ce thème à la traduction française de *l'Imposture du XXe siècle* d' A.R. Butz".

— **légitimation politique** par le fait que le négationnisme est repris en compte par des personnes se présentant comme des révolutionnaires d'ultra-gauche et des antisionistes. La démonisation de l'État d'Israël s'opère au moyen d'un renversement des mots, la répression est comparée à des méthodes nazies, ceux qui nient un génocide n'hésitent pas à en inventer un autre, celui des Palestiniens.

**Cette volonté de faire légitimer leur argumentaire, conduit les négateurs à réclamer sans cesse l'ouverture d'un débat contradictoire sur l'existence des chambres à gaz**, comme si l'on pouvait opposer à des scientifiques qui constatent leur réalité, d'autres qui l'infirmieraient. Nous répondrons en faisant nôtre la formule de l'historien Jean-Pierre Vernant pour lequel "On ne se met pas à table avec les anthropophages".

**La "stratégie" des négateurs se développe inlassablement, pendant quinze ans, autour de ces axes de légitimation.** Tentatives d'habilitations scientifiques dont la principale est l'affaire de la thèse Roques à la faculté de Nantes en 1985, prises de positions récurrentes de personnes

appartenant au monde universitaire (Serge Thion, chercheur au CNRS, soutient Faurisson dès 1979, suivi par son collègue Bernard Notin), organisation de coups médiatiques lors du procès Barbie au moyen de tracts, harcèlement épistolaire permanent de la presse et des médias, utilisation du courrier des lecteurs des grands quotidiens et du droit de réponse. C'est aussi au moment du procès Barbie que la revue *Annales d'Histoire Révisionniste*, publiée par *La Vieille Taupe* et diffusée par la librairie néonazie Ogmios, paraît en 1987. Cette revue qui détourne le titre des *Annales*, et prétend que le "révisionnisme" serait une école historique aura huit numéros, et ses promoteurs veulent se définir comme des historiens critiques, opposés à des historiens orthodoxes. Parmi les contributeurs de cette revue se trouvent: Robert Faurisson, Pierre Guillaume, Serge Thion, Henri Roques, Alain Guionnet, l'avocat Éric Delcroix et les principaux négationnistes étrangers: Mark Weber, Carlo Mattogno. La revue est interdite à la vente, à l'exposition et à la publicité, par décret paru au *Journal officiel* le 6 juillet 1990. [**Seulement un numéro, interdit seulement à l'exposition, non pas à la vente.**]

**A ces diverses tentatives de légitimation, les négateurs vont ajouter la confusion en instrumentalisant la caution de personnes d'origine juive** (Noam Chomsky, célèbre linguiste américain défend Robert Faurisson, en 1980, au nom de la liberté d'expression et son avis est publié en guise d'avant-propos au livre manifeste de Faurisson: *Mémoire en défense. Contre ceux qui m'accusent de falsifier l'Histoire. La question des chambres à gaz*, Jean-Gabriel Cohn-Bendit).

[sic]

**Lors de l'hiver 1995, La Vieille Taupe sert à ses seuls abonnés un ouvrage intitulé Les Mythes fondateurs de la politique israélienne signé par Roger Garaudy.** Par son parcours et sa personnalité, Roger Garaudy s'inscrit pleinement dans la spécificité de dépassement des clivages du négationnisme français. Agrégé de philosophie, ancien déporté dans un camp vichyste d'Afrique du Nord, député communiste, ancien dirigeant du Parti communiste et héraut de l'orthodoxie stalinienne, il est exclu en 1970 du parti communiste. Ancien protestant puis catholique, il se convertit à l'Islam au début des années 80. En 1996, il rejoint publiquement le combat négationniste en publiant à *La Vieille Taupe*, à un moment où ses principaux acteurs, qui se prétendaient révolutionnaires, ont fait leur jonction avec l'extrême-droite antisémite. La dérive spectaculaire de Roger Garaudy, avait été précédée de plusieurs alertes. Son antisionisme radical l'avait conduit, dès 1982, à placer sur le même plan sionisme et nazisme. La première alerte est due au sociologue Pierre-André Taguieff, en novembre 1989, dans la revue *Les Temps Modernes*, la deuxième au printemps 1991 est signée par l'historienne Catherine Nicault dans *Relations internationales*.

[**Cette malheureuse a fait une thèse avec l'affligeante nullité Kaspi: La France et le sionisme, 1897-1948, 1986.**]

**Les Mythes fondateurs de la politique israélienne se composent de trois chapitres principaux:** "Les mythes théologiques", "les Mythes du XX<sup>e</sup> siècle" et "l'utilisation politique du mythe". Le vocable "mythe" doit être entendu au sens de "fable" "d'invention". Les négationnistes font grand usage du terme "mythe" dans leurs écrits. Déjà en 1986, *La Vieille Taupe* publiait l'ouvrage d'un négationniste allemand intitulé: *Le Mythe d'Auschwitz, étude critique*. En fait, sous couvert d'une critique de la politique israélienne et du sionisme, Roger Garaudy se livre à la négation de la Shoah. Il signe un véritable collage antisémite qui reprend à son compte, en procédant par sous-entendus (usage de guillemets, apparence de scepticisme) les propos de Faurisson rendus publics en décembre 1980 sur Europe 1 et selon lesquels: "les prétendues chambres à gaz hitlériennes et le prétendu génocide des Juifs forment un seul et même mensonge historique qui a permis une gigantesque escroquerie politico-financière, dont les principaux bénéficiaires sont l'État d'Israël et le sionisme international".

**En janvier 1996, l'affaire Garaudy est révélée par le Canard enchaîné suivi par quelques quotidiens nationaux.** C'est trois mois plus tard, en avril 1996, que le scandale médiatique est déclenché lorsque Roger Garaudy, accompagné de l'avocat Jacques Vergès, annonce le soutien de l'abbé Pierre à sa propre personne et à certains propos contenus dans son livre, lors d'une conférence de presse organisée à l'occasion de la sortie de la deuxième édition des *Mythes fondateurs de la politique israélienne* sous le label "Samisdat". Ce soutien provoque une véritable tempête médiatique et politique qui prend le nom des ses deux principaux protagonistes: l'affaire Garaudy/abbé Pierre.

**Nous avons souligné l'enjeu médiatique dans l'histoire du négationnisme. Notre étude est centrée sur l'étude qualitative de la presse quotidienne française dans l'affaire Garaudy/abbé Pierre.** S'intéresser à la presse, c'est se confronter à des représentations car tout récit de presse est une construction formelle infléchie par un message. Le journal définit le début et la fin de l'événement. La logique de l'écriture de presse est double: elle est commerciale mais en même temps elle est soumise à une exigence de vérité. Des contraintes supplémentaires viennent s'ajouter à

une exigence de vérité: contrainte de temps, par exemple, puisque les processus longs échappent à la presse quotidienne et aux journalistes. L'angle choisi dans ce mémoire est l'analyse des positions de cinq quotidiens français sur une période de deux ans (de l'annonce de la parution dans la presse du livre de Roger Garaudy édité à *La Vieille Taupe* en janvier 1996, jusqu'à la décision de la cour d'appel condamnant Roger Garaudy pour "contestation de crimes contre l'humanité", "provocation à la haine raciale" et "diffamation raciale" en décembre 1998).

**La personnalité des principaux protagonistes, Roger Garaudy et l'abbé Pierre**, nous a conduit à choisir des quotidiens proches de ces deux hommes:

- *L'Humanité* est le journal officiel du parti communiste français dont Roger Garaudy a été un dirigeant. C'est aussi le journal dans lequel il avait recommencé à s'exprimer largement dans les années 90.

- *La Croix* est un journal catholique qui a toujours été attentif aux combats menés par l'abbé Pierre.

**Deux autres journaux** non partisans ont été étudiés:

*Le Figaro*, le plus ancien des journaux parisiens traditionnellement classé à droite, et *Libération* un quotidien issu de l'extrême-gauche.

**Le cinquième titre retenu est *Le Monde***, considéré comme un journal de référence et où le débat sur la négation du fait concentrationnaire est présent depuis sa création en 1944.

**Comment ces cinq quotidiens ont-ils réagit à l'affaire Garaudy/abbé Pierre?** Quelles ont été leurs positions? Comment ont-ils rendu compte de l'affaire? Ont-ils fait preuve d'une connaissance précise de l'histoire du négationnisme? Comment a été présentée l'affaire Garaudy, l'affaire Garaudy/abbé Pierre? Que pouvait-on savoir? Quelles informations les quotidiens ont-ils relayées? Comment s'inscrit l'affaire Garaudy/abbé Pierre dans l'histoire du négationnisme français?

< [http://www.amnistia.net/news/articles/negdoss/itgaraud/itgaraud\\_203.html](http://www.amnistia.net/news/articles/negdoss/itgaraud/itgaraud_203.html) >

*Le titre complet de ce chef d'œuvre, un mémoire de maîtrise soutenu en octobre 2000 à Paris-X Nanterre (Département d'histoire) est: L'affaire Garaudy/abbé Pierre dans la presse (janvier 1996 - décembre 1998) analyse qualitative cinq quotidiens nationaux «La Croix, Le Figaro, L'Humanité, Libération, Le Monde» réagissent à une offensive négationniste.*

*On voit que la donzelle ne s'est pas cassé la nénette et que les titre de "maîtrise" d'histoire ne valent pas cher. Il suffit de feuilleter quelques canards, "d'un derrière distrait", et hop, l'affaire est dans le sac. A condition d'attaquer les révizos ou de lécher là où il faut. Rouso a bien raison de dire qu'il y a du laxisme dans l'université. Sa collègue Becker a dû lui en donner des preuves. L'exemple des Fresco, Igounette et autres Mostovoy est suivi par une nouvelle génération de petites mômes qui se retrouvent à l'université sans bien savoir quoi y faire. La voie de la facilité est ouverte: bouffer du révizo, c'est le diplôme garanti.*

*Mais 180 pages de cette eau-là, non merci.*

**Rappel:** Pour le moment, les animateurs du site "amnistia.net" n'ont pas encore pris la poudre d'escampette, à l'image du courageux Cesare Battisti, dont le nom figure sur des plaques de rues dans de nombreuses villes d'Italie. Mais il y a peut-être méprise. Quant à l'Ahuri des poubelles, à court d'inspiration, il recycle ses vieux articles, qui ont 15 ans de bouteille...

< <http://www.amnistia.net/biblio/recits/victor.html> > L'hospice n'est pas loin.

## RETOUR SUR LES JUIFS HITLÉRIENS

*Nous avons signalé le travail de Rigg avant même sa sortie, mais il nous semble qu'il a été ignoré par l'establishment qui ne tient pas tellement à ce qu'on parle des "juifs" qui étaient au service de Hitler. C'est donc tardivement qu'on voit apparaître un compte-rendu élaboré, d'abord sur H-German (liste sur l'histoire allemande) repris presque aussitôt par H-Holocaust. On remarquera la tentative de rejeter le livre et le souci de dénier à ces "juifs"-là la qualité de juif que les mêmes sont ravis de trouver dans les candidats à l'émigration en Palestine. Deux poids, deux mesures. Mais comme la balayette, ils l'ont dans le cul, il faut bien qu'ils se trémoussent:*

H-NET BOOK REVIEW

Published by [H-German@h-net.msu.edu](mailto:H-German@h-net.msu.edu) (July 2004)

Bryan Mark Rigg, *Hitler's Jewish Soldiers: The Untold Story of Nazi Racial Laws and Men of Jewish Descent in the German Military*. Modern War Studies Series. Lawrence: University of Kansas Press, 2002. 528 pp. Index. \$29.95 (cloth), ISBN 0-7006-1178-9; \$16.95 (paper), ISBN 0-7006-1358-7.

Reviewed for H-German by **David J. Fine**, Graduate Center, City University of New York

Bryan Mark Rigg's *Hitler's Jewish Soldiers* uncovers a wealth of oral history and personal documents relating to German soldiers of partial Jewish ancestry who served in the Wehrmacht. Rigg interviewed hundreds of these men labeled "*Mischlinge*" by the Nazi regime. He sought and received access to many of their personal records, both in their possession and in military and government archives. By tracing their histories through interviews and documents, Rigg is able to reconstruct the historical experience of the "*Mischlinge*." His fascinating discussion nonetheless occasionally leaves the reader wanting.

Law, like most cultural edifices, is defined by its boundaries, and the boundaries are often gray. A clear legal definition of who is a Jew was required by the Nazi state, guided by a basic principle of discrimination against, and ultimate extermination of, the Jews. And yet, given the centuries of Jewish integration in Germany, it was not always clear who was a Jew and who was not. The first two chapters of Rigg's work analyze the various definitions of Judaism, both full and partial, from the Jewish and Nazi perspective. The third chapter offers a useful overview of Jewish assimilation in Germany as well as Jewish participation in the German army from the eighteenth century through World War I. But the heart of the book is found in chapters 4, 5 and 6 where Rigg recounts the history of conflicted racial policy vis-a-vis "partial Jews" throughout the period of the Third Reich. While all "non-Aryans" were ordered dismissed from military service in 1933, the status of "partial Jews" did not receive significant clarification until the Nuremberg laws of 1935, which created the categories of "*Mischling ersten Grades*" (first degree), which included those with two Jewish grandparents, and "*Mischling zweiten Grades*" (second degree), or those with one Jewish grandparent. Three or four Jewish grandparents made one a *Volljude* regardless of religious confession. But the attempts at clarification only created more difficulties. Various orders over the years commanded the expulsion of "partial Jews" from the Wehrmacht. Some orders distinguished between first and second degree "*Mischlinge*." Some distinguished between positions of authority in the Wehrmacht and the enlisted ranks. Racial policies in the army relaxed with the onset of war in 1939, but were enforced anew after the conquest of France. In the final years of the war, the Wehrmacht ordered "partial Jews" still in its ranks to forced labor camps. But some commanding officers are documented as having tried to protect such individuals under their command. In addition, policy confusion persisted due to a system of exemptions under which "partial Jews" could request "Aryanization," which could only be certified personally by Hitler. Rigg documents the surprising amount of time Hitler spent on exemption requests from "partial Jews." Chapters 7 and 8 recount the vagaries of the exemption process. The final chapter addresses the question of the extent to which such individuals serving in the Wehrmacht understood the dimensions of the Holocaust during the war. Rigg argues that while his interview subjects admitted to witnessing acts of deportation, torture and murder, **they did not generally understand that what they witnessed was part of a systematic genocide.**

Rigg explores the personal dramas of secrecy, shame and endless bureaucratic attempts at "Aryanization" that were the common experience of so many of his subjects. Most of the men Rigg interviewed managed to hide their Jewish ancestry for years. Many had various "protections." Marriages to "Aryans," decorated war service, friends in high places, and **membership in the Nazi party** all served to mitigate persecution. Nevertheless, the stress of carrying a secret, the shame of discovery, the concern for Jewish family members, and the sense of injustice, all mark a particular experience of Nazi Germany that enriches our understanding of the period.

Despite these valuable discussions, however, the very title of the book is a misnomer. The subjects of Rigg's study were not Jewish. With but a few exceptions, they were Jewish neither by their own identity, by Jewish religious law, nor Nazi laws. That is, the very existence of the legal category "*Mischling*" means that even the Nazis recognized that Jewish ancestry was not always the dominant factor in defining Jewishness. The curiosity of Jews fighting for Nazi Germany, a teaser implied by the book's title, is therefore misleading. These "Jewish soldiers" were self-identified Germans, **many of them Nazi party members**, a number of them even "proud" anti-semites. According to Jeremy Noakes's 1989 seminal essay (upon which Rigg bases his work) less than 10 percent of first degree

"*Mischlinge*" and only 1.2 percent of second degree "*Mischlinge*" considered themselves Jewish.<sup>3</sup> It is disappointing that Rigg does not explore the nature of their identity beyond Nazi legal definitions. While acknowledging that the term "*Mischling*" itself is derogatory, Rigg himself consistently uses it throughout his book. The use of the term, especially without quotation marks, strikes me not only as glaring but also as an uncritical ascription of identity. "*Mischling*" is a pejorative legal fiction based upon racist assumptions that can tell us much about Nazi ideology and policy but little about the people whom it describes. The extent to which a group can be formed by being collectively targeted by an oppressive regime is an interesting question. However, Rigg notes again and again that almost every one of his subjects thought his case was unique. Such individuals knew of the existence of other "partial Jews," but thought that their own circumstances were special, hence undermining any collective identification. But Rigg must believe that there was some kind of group consciousness, otherwise there is no subject for the book besides the group or its individuals as objects of Nazi laws. The claim of unique experiences applies to the final chapter on knowledge of the Holocaust. In that chapter, Rigg reports that, with few exceptions, none of the men he interviewed had any idea that the discrimination, abuse and massacres they saw were part of an overall systematic attempt to destroy German and European Jewry. The fact that they all claim, fifty years after the fact in oral conversations, that they thought that what they saw constituted aberrations should not be terribly surprising. Here a discernable pattern develops. The overwhelming majority of Rigg's subjects are quick to assume the experience of being victimized, and yet are reticent to assume **any knowledge** of (or needless to say, responsibility for) the horror that went on around them.

While Rigg's study uncovers fascinating threads of archival and oral history, it does not add to the historiographical interpretation of Nazi Germany except in showing how concerned Hitler was with particular points of racial doctrine and how that concern was translated and executed by military command and in the ranks. Rigg, while expanding our knowledge of the military experience, does not differ in his understanding of the "*Mischling*" experience from Jeremy Noakes's 1989 essay that served as the starting point for Rigg's research. This book will be of interest to students of the Wehrmacht and Nazi racial policy. It falls short of exploring the bigger questions of the role of Jews in supporting the Nazi state or of German soldiers' acknowledgment of their role as perpetrators in the Holocaust.

Copyright (c) 2004 by H-Net, all rights reserved. H-Net permits the redistribution and reprinting of this work for nonprofit, educational purposes, with full and accurate attribution to the author, web location, date of publication, originating list, and H-Net: Humanities & Social Sciences Online. For other uses contact the Reviews editorial staff: [hbooks@mail.h-net.msu.edu](mailto:hbooks@mail.h-net.msu.edu).

ANALYSE

## La diabolisation

par Alain de Benoist

### *Extrait*

La diabolisation est apparue autour de 1985-87, alors même que les écoles de pensée de gauche et d'extrême gauche s'étaient largement dispersées, que le marxisme et le freudisme étaient passés de mode, et que les expériences historiques auxquelles beaucoup s'étaient référés (communisme soviétique, castrisme, «modèle yougoslave», «révolution culturelle» chinoise, etc.) s'étaient soldées par des échecs évidents, tandis que la dépolitisation s'étendait un peu partout, à commencer par le monde étudiant.

J'analyse cette diabolisation comme résultant de la conjonction de deux facteurs principaux. D'une part la résurgence de cet «antifascisme» obsolète, lié à la montée du Front national, dont j'ai déjà parlé, qui a servi d'identité de substitution à quantité d'hommes de gauche qui avaient par ailleurs tout abandonné de leurs anciennes convictions: se dire «antifascistes» alors qu'ils s'étaient ralliés sans état d'âme au réformisme et à la société de marché leur permettait d'entretenir l'illusion sur leur identité. Ayant glissé à droite, il leur fallait une «menace d'extrême droite» pour se dédouaner. Cet «antifascisme» sans risques (au contraire de l'antifascisme historique), mais au contraire

---

<sup>3</sup> Jeremy Noakes, "The Development of Nazi Policy Towards the German-Jewish 'Mischlinge' 1933-1945," in *Leo Baeck Institute Year Book* 34 (1989): p. 294, table II.

éminemment rentable, car consonnant avec l'air du temps, a pris la forme d'un psychodrame, qui s'est traduit par la mise en place de «comités de vigilance», de pratiques inquisitoriales généralisées, de procès à grand spectacle, de récitation rituelle de mantras sur le «travail de mémoire», d'épurations rétrospectives, etc. Le second facteur a été la mise en place de ce qu'on a appelé la «pensée unique», phénomène qu'il faut interpréter de manière systémique beaucoup plus qu'idéologique. L'échec des grandes expériences alternatives du XX<sup>e</sup> siècle a généralisé l'idée que nous vivons sous l'horizon du seul modèle de société possible. C'est l'idée que ne cessent de répéter implicitement les médias, et que Fukuyama a théorisé dans son livre sur la «fin de l'histoire». Il en a résulté l'illusion qu'il n'existe qu'une seule solution aux problèmes politiques et sociaux, solution technique et non pas idéologique, que la conduite des affaires publiques est essentiellement une affaire d'expertise gestionnaire, et que tout ce qui s'écarte de ce «cercle de raison» doit être impitoyablement écarté. Les partis politiques ne se sont plus dès lors attachés qu'à leur image médiatique, tandis que se constituait un grand bloc central, un «extrémisme du centre», dont la caractéristique majeure est que tout y est interchangeable.

Sur la base de cette double vulgate minimale, un processus d'exclusion-diabolisation s'est mis en place de façon accélérée. Il s'est élargi progressivement en cercles concentriques, touchant dans un premier temps des gens réputés d'«extrême droite», mais en s'étendant très vite à toutes les voix discordantes quelle qu'en était la provenance (y compris les voix discordantes de gauche). Disons pour faire bref que tous les esprits libres se sont vus peu à peu couper le haut-parleur. Pour donner des exemples, il faudrait remplir des dizaines de pages. Je n'en donnerai qu'un, tout à fait personnel, mais qui donne une idée du chemin parcouru: en 1981, *Le Monde* pouvait encore publier un entretien avec moi qui couvrait deux pleines pages de ce quotidien, alors qu'aujourd'hui je ne pourrais plus y publier une ligne. En 1977, plus de 300 articles avaient salué la publication de mon livre intitulé *Vu de droite*, qui avait dans la foulée remporté le Grand Prix de l'Essai de l'Académie française. Aujourd'hui, j'ai tout simplement renoncé à faire des services de presse. Il est clair qu'en faisant un travail d'ordre intellectuel, c'est-à-dire en intervenant dans un champ théorique dont certains avaient fait leur chasse gardée, je ne pouvais, dans un pareil climat, qu'être voué à l'ostracisme. Comme on n'a jamais trouvé à m'opposer une seule ligne que j'ai écrite, on s'en tient au silence, méthode très efficace à l'époque où tout dépend de la communication médiatique. Faire silence épargne d'avoir à réfuter, tâche plus difficile. Cela ne m'empêche pas de dormir. L'ostracisme, aujourd'hui, est l'autre nom de la liberté.

Paru dans le dernier n° d'*Aviso*, le mensuel de Génération Le Pen, 8 nov 2004.

AVEC DES SI

## Et Si Faurisson Avait Gagné...

Gilles Dauvé

Supposons qu'en 1980 des historiens et des journalistes de plus en plus nombreux, rejoignant le professeur, aient conclu qu'avaient existé très peu de chambres à gaz homicides.

Au lieu de l'opprobre, ses soutiens ultra-gauches auraient récolté une petite célébrité, et bientôt le prof délaissé la Vieille Taupe pour Apostrophes.

L'opinion aurait dit que les déportés avaient cru de bonne foi à l'existence de chambres à gaz. Que ceux qui «savaient» ( les chefs sionistes par exemple ) avaient jugé de bonne guerre d'en accuser les nazis pour entretenir la répugnance à l'égard d'un régime effectivement répugnant et qui a massacré massivement (de cela personne ne doute ni ne douterait) des Juifs conformément à sa politique officielle. Que les conditions imposées aux déportés, surtout aux Juifs, les conduisaient à la mort. Même sans Zyklon B, le nazisme resterait le criminel n° 1 de l'Histoire.

Le «mensonge» sur les camps dévoilé par Faurisson serait devenu un parmi d'autres, comme les Russes sur Katyn ou Mitterrand sur son passé vichyste, tous plus ou moins secrets de Polichinelle.

Faurisson eût été comblé d'atteindre son but: établir une vérité factuelle.

Ses relais ultra-gauches, eux, mobilisés contre un système, eussent été utilisés: leur vision de 39-45 et du nazisme ne serait pas plus dans les têtes qu'avant.

Aucune position idéologique ne dépend d'un fait. En 1950, un stal était rarement ébranlé par des récits sur la déportation en Sibérie, qui le confortaient plutôt dans sa conviction de défendre la patrie du socialisme tant calomniée. Le jour où l'URSS entre en déclin, où les bases sociologiques du PCF



s'effritent, une configuration politique et mentale devient intenable: soudain notre homme entend Soljénitsyne répéter des témoignages qui circulaient depuis les années 30, et en tient compte.

Ce n'est presque jamais une donnée seule qui fait bouger la conscience. Celle-ci fonctionne comme un tout, une structure de pensée qui évolue en intégrant et négligeant des éléments factuels. Soit elle assimile l'intrus, soit il la désintègre.

Question au lecteur: Son opinion sur le nazisme et la 2<sup>nd</sup>e guerre mondiale, quelle qu'elle soit, dépend-t-elle beaucoup ou très peu de sa conviction sur les chambres à gaz? Et changerait-elle si cette conviction changeait dans un sens ou un autre? Celui qui estime criminelle la plus légère interrogation sur leur existence est peut-être prêt à traquer le réviso au bout du monde, parce que la certitude du gazage représente pour lui l'ultime garde-fou contre le retour des SS, mais là n'est pas l'origine réelle de l'idée qu'il se fait du nazisme et de 39-45. De même l'auteur de ces lignes a cru aux chambres à gaz, un peu comme tout le monde, sans se poser de questions ni y accorder grande importance, puis admit à nouveau leur existence, après réflexion cette fois, sans que son opinion sur la guerre et le question démocratie/fascisme ait changé au fond.

< <http://www.geocities.com/~johngray/dauveo8.htm> >

THE BIG RACKETT

## A Mile Too Far

by Kevin Alfred Strom

L'auteur est un faf notoire. Faut le savoir. Maintenant qu'on le sait, on peut lire:

*In what many say is the greatest extortion scheme in history, Jewish groups recently forced Swiss banks to give them 1.25 billion dollars, ostensibly a "return" of funds held in dormant accounts belonging to 'Holocaust' victims. Despite worldwide publicity and very loose criteria for claimants, only a little over 10% of the money was ever claimed. Will the remaining \$1.12 billion be returned to its rightful owners, or will the Jewish groups keep it? Studying the face of one of the organizers of the scheme, Jewish attorney Edward Fagan, should give you the answer.*

Those of us who are aware of the danger facing America and the rest of the Western world from the multiracialist Jewish establishment sometimes give our enemies too much credit. They are far from superhuman. They've lost before. They definitely have their faults and weaknesses. And what they are trying to do -- create a prosperous, harmonious, multiracial slave state -- is patently impossible, and is literally blowing up in their faces everywhere from Malaysia to Madrid to Miami. They have enraged the First World with their gross and obvious attempts at genocide and nation-wrecking against the peoples of the West; they have enraged the Third World with their hypocrisy and with their aggressive campaign of terror, murder, and genocide against the Palestinian and kindred Arab peoples; and even the befuddled Americans are beginning to realize that they have been snookered into a war against Israel's enemies, a war with no end in sight and no conceivable benefit to America. As the body bags continue to arrive on the tarmac, and the liberties our forefathers died for continue to evaporate at the stroke of Ashcroft's pen; and as Madrid and the Twin Towers are finally seen for what they are -- just tiny tremors preceding **the real earthquake of rage from the victims of American- and Western-funded Jewish violence** -- Americans may well rethink the wisdom of being the front men, bag men, and cannon fodder for the Jewish hate and murder machine.

One egregious flaw that the Jews have is the tendency to wildly overplay their hand, to go too far. They like to take, they like to rule -- and once they've taken, they like to take some more -- a lot more, until it becomes unbearable for the victims. And when they rule, albeit from behind the scenes, they like to lord it over the ruled, even to controlling their every thought and gesture, lest it be less than reverential to God's superior race -- and this, too, rankles proud men and women not willing to live their lives with heads bowed.

You can see how this tendency operates in what the Jews did to Mel Gibson after he made a film that cast them in a less than worshipful light. Instead of keeping their manipulations quiet and behind the scenes, they made a public brouhaha of their bullying -- and in the process they made the film they

were attacking one of the most popular ever made, they made its creator some \$400 million, and they doubly tarnished their reputation by being seen not only as the descendants of the murderers of God but as here-and-now Stalinist censors of the most unbearable kind -- hardly the 'victim' image they like to cultivate.

You can also see Jewish hyper-arrogance at work in what they recently did to the spiritual leader of many of the Palestinian people, Sheikh Ahmed Yassin: They out-and-out assassinated him, as they do to anyone there whom they adjudge in their secret Jews-only councils to be a serious danger. You can see Jewish hubris at work when they send their soldiers in broad daylight into Palestinian banks and openly heist the money of the depositors there. I could go on for hours.

But I think that this Jewish tendency to overplay their hand and blow all their advances through hubris and arrogance is nowhere more clearly illustrated than in what they have done to the small White country of Switzerland. *American Dissident Voices* has been covering this story for some time, and what the Jews have done to Switzerland is so unbelievable, so extreme, so unjust, so audacious that it can hardly be believed. It will take your breath away. I am indebted to our Swiss Correspondent -- a writer from that country who must remain anonymous in the work he does for *National Vanguard* -- for much of the information I'll be giving you today.

In his 1997 broadcast, 'The Giant Gold Robbery', <<http://tinyurl.com/37ey5>> Dr. William Pierce detailed the beginnings of the gigantic fraud by which the Jewish establishment managed to get their hands on more than a billion dollars of other people's money in the formerly sacrosanct vaults of the Swiss banks. They did it by making false claims about 'dormant accounts' and 'Nazi gold,' and then using their media and their compliant servants in the US government to put a hammerlock on the Swiss banks until they cried 'uncle' and gave up their depositors' cash -- just so they could stay in business.

Back on November 1st, I showed you how the Jews in Switzerland were claiming additional millions **just for being Jews**.

< <http://tinyurl.com/3cmyo> > They had taken an original claim for 'Holocaust' compensation, for Jews who allegedly suffered persecution six decades ago, and (since the alleged victims will soon be dead and unable to collect any further funds) mutated it into a demand for millions of dollars from the Swiss taxpayers for continuing support of the very Jewish organizations making the extortion demands. Thus, wealthy and powerful Jews who weren't even alive when the supposed persecution took place would have a bountiful source of income from their Swiss slaves in perpetuity, without even making a claim that the Jews being paid had suffered in any way, or that the Swiss who were paying them had done anything 'wrong' (except by being born as non-Jews). < <http://tinyurl.com/3xbrl> >

Now, our Swiss Correspondent reports that the hour of truth has come for the Jews in the "dormant accounts" affair. From the \$1.25 billion that they squeezed out of the Swiss banks in August 1998, as "Holocaust compensation," **only \$0.13 billion could be confirmed as having belonged to Jews** -- even under the extremely generous criteria defined by the Jews themselves. Now, what are the Jews going to do with the remaining amount **not** belonging to them, some \$1.12 billion?

If they were motivated by a sincere wish to be compensated for lost assets, as they pretend, they would now give back the excess \$1.12 billion to Switzerland, with apologies -- or at least excuses. If, on the other hand, they were motivated by greed, if they were just robbing Gentiles as much as they could, then they would keep the excess billion for themselves, like thieves. Guess which one they're doing? Organized Jewish groups are, right now, exhibiting the second behavior and hoping that **you** won't get wind of it.

In October 1996, Gizella Weisshaus, a bitter Jewess born in 1929 in the Carpathian mountains, and living now in Brooklyn, NY, filed a class action suit against Swiss banks, claiming the fantastic sum of \$20 billion on behalf of the "victims of Nazi persecution."

The attorney in charge of the lawsuit was Edward Fagan, a wealthy New York-based Jewish attorney, who had smelled blood and sworn that this was "my case." Other Jews, enticed or suborned by other ambitious attorneys, filed similar claims early in 1997. Fagan boasted that, after a few months, he had assembled around 16,000 Jews, literally filling his filing cabinets with claims. (Jewish and other attorneys are fond of class actions because they may subtract large sums as fees or "expenses," sums which often bear little relation to reality. That's one explanation for the often-inflated "compensation" requested.)

Led by the World Jewish Congress, Jewish organizations enthusiastically took up the pretense that the Swiss bankers were retaining and concealing large sums of money from their legitimate owners: Jews who died during WWII.

These powerful Jewish groups complained that the billions allegedly owed to the world's wealthiest ethnic group were in "dormant accounts" purposely held back by the greedy Swiss bankers. The Jewish groups stated that the money should be given to them regardless of how "dirty" the money was, and however their ancestors had earned it -- be it prostitution networks, usury practiced on needy Europeans, international weapons trafficking, the diamond trade monopoly, or whatever else. They said that the Swiss bankers' requests for death certificates and other documentation were "impossible to deliver in this case" and that the money should be delivered based, in some cases, on their say-so alone. (In truth, there were negotiations in many such cases, and some wealthy Jewish heirs were able to prove their relationship to old account holders, and so got their family's assets back). As Dr. Pierce pointed out in his broadcast, the Swiss banks had standard procedures for dealing with dormant accounts, and legitimate claimants were routinely able to get the funds they were due. The Swiss banks admitted that some of the tens of millions in dormant accounts they were holding had belonged to people with Jewish-sounding names. But the small number of legitimate, provable claims were nothing compared to the billions the Jews had set their sights on. A few million was pocket change for them. When the banks started buckling under Jewish pressure and offered an outrageously unjustified \$600 million, even that wasn't enough.

Using their leverage on the U.S. media and politicians, North American Jews and their puppets started an all-out war against Switzerland. They launched a wave of anti-Swiss hatred in newspapers and political groups. The Jewish-controlled U.S. media vomited hateful invented stories against the small, defenseless, Alpine country. Jewish-financed U.S. politicians threatened to forbid Swiss banks to do business on American soil, which would have been a crippling blow. That was an especially ominous threat for the two largest Swiss banks -- UBS and CSG -- which had heavily invested in their American operations.

In August 1998, after two years of vicious attacks against Switzerland and in particular against the Swiss ambassador in Washington and UBS's CEO, the two largest Swiss banks were cornered. The reputation risk arising from media smears, and the threat of being cut off from the American market were overwhelming. They cried for mercy. In August 1998, **they paid the Jews \$1.25 billion just to be left in peace.**

< <http://tinyurl.com/ys4tx> - <http://tinyurl.com/2whzp> >

An international "tender" was then opened for all Jews of the world: file claims, and get money! Because many accounts could no longer be verified sixty years later, every reasonably clever Jew in the world was basically free to invent a past fortune, as long as he had had a parent who visited Switzerland at the time. (Records of detailed cash movements are not kept for sixty years. Only names and account numbers are stored permanently).

A "Settlement Agreement" was signed in January 1999. A special director, Judah Gribetz, was appointed to design an allocation plan for the bounty. The operative administration of the fund was placed in the hands of the judge who had presided over the lawsuit, Edward Korman of the U.S. District Court in Brooklyn. In November 2000, Korman defined a precise distribution procedure. A deadline for all Jewish claims was set for the end of 2003. On July 26th, 2001, the distribution began.

Now, after two years of this windfall, the Jewish organizations are facing an annoying problem: even with the very elastic and philo-Semitic criteria that they have defined, **most of the Swiss money could not be allocated or distributed.** As of October 2003, only \$132 million had been given out, to the putative Jewish heirs of 1,751 dormant accounts, the totals of which had probably been guessed with a certain degree of optimism.

Jewish claims on the Swiss banks have clearly been vastly overstated. So -- will the Jews give back the excess \$1.12 billion they received? Will they give this billion, which does not belong to them, back to Switzerland, with apologies or excuses?

No, they won't.

For one thing, **the billion is no longer there.** Half of it was already distributed to various Jews on several pretexts. Shrewd as ever, they had known from the beginning that the dormant accounts could not possibly contain as much as they were claiming. So they set aside, at the very beginning in November 2000, \$450 million for their brethren based on hastily-invented claimant categories to which neither the banks nor anyone else had ever agreed: They invented several new classes of beneficiaries, besides the original "dormant account" category -- officially called the "Deposited Asset Class." Korman and his team had the brilliant idea of inventing three other classes, the "Slave Labor," "Refugee," and "Looted Assets" classes; all of these being labeled as "Holocaust survivor" classes, making them very difficult to criticize publicly.

In a wonderful illustration of a double moral standard, the Jewish groups required that Swiss companies reimburse any Jews who allegedly worked during WWII under harsh conditions in any of

their branches in Europe -- whereas numerous Jewish businesses thriving on slave or near-slave labor even up to the present day have never been held accountable: These include, to name just a few, the Jewish diamond traders and cutters from New York, Antwerp, Amsterdam, and Tel Aviv who are making fortunes at the expense of mine workers laboring in inhumane conditions all over Africa. Similarly, much of the kosher food imported to the US from China is produced by Gulag workers. The Jews, like their bought elite, actually enjoy slave labor very much, since it is so much cheaper than paying a living wage.

The new Jewish beneficiary classes defined by Korman and his team had the immense advantage of being freely extensible categories, since they were very vaguely defined and very difficult to verify. Any Jew might claim to have had a parent or relative who worked under inhumane conditions or who was turned away when seeking asylum in Switzerland during WWII. This clever trick essentially meant that many thousands of Jews could live on Swiss welfare. This tactic allowed Korman and his team to immediately pour out \$450 million of Swiss money to their chosen recipients.

**Nevertheless, near the end of 2003, \$670 million was still unclaimed.**

If the Jewish organizations were motivated by a thirst for justice, they would not have touched this \$670 million and would have returned it to Switzerland.

But that's not what happened.

In October 2003, the special director began a "consultation period" among international Jewish groups to solicit suggestions as to how to spend the remaining amount, a period which ended on January 31st, 2004. **No Jew suggested giving the money back to its rightful owners.**

Korman himself decided, in November 2003, as the huge fund was accumulating embarrassingly large sums in interest alone, to give some \$60 million of the banks' funds to "needy Jews" in Eastern Europe.

In response to the new international "tender" opened by the special director in October 2003, new kinds of Jews are joining all the time to get hold of "their" share of the pie. The last one to enter the fray was, believe it or not, the government of Israel -- which didn't even exist in 1945. Israeli Diaspora Minister Natan Sharansky has contacted Korman, strongly advising him to channel some of the funds to Israel. He argued that "about half" of all Jews claiming to be "Holocaust survivors" (1.1 million of them, he says) live in Israel, many on welfare.

Thus the \$670 million still in the Swiss fund as of March 2004 has very little chance of being rescued from Jewish hands. The "Settlement Agreement" between the Jews and the Swiss banks looks more and more like pure extortion. Its inflated amount had no connection whatsoever to the "dormant accounts" grounds which were invoked. The Jews have stolen \$1,120 million of hard-earned Swiss and other depositors' money.

[ Yet another Jewish con game: < <http://tinyurl.com/2axnr> > ]

The behavior of the "Jewish community," as they like to call themselves, against defenseless White individuals, businesses, and nations reminds me very much of Mafia behavior. Like the Sicilian Mafia robbing Italian shops in exchange for leaving them in peace, the Jews squeeze huge sums of money from Gentile companies, just with the promise of leaving them alone -- for a while. "Holocaust" money? It's more like sinister protection money.

< <http://tinyurl.com/3d437> > < <http://www.claimscon.org> > < <http://www.swissbankclaims.com> >

When Dr. Pierce wrote his most recent piece on this Jewish racket in 1999, he said:

Their media control keeps the couch potatoes confused and unaware; the corrupt politicians who have come to characterize our democracy are always ready to front for them and betray the people whose interests they are supposed to be representing; and those among us who are perceptive enough and independent-minded enough to understand what is happening are nearly all too cowardly to speak out. So it is easy enough for me to predict that the Jews will keep coming back for more -- and more -- and more -- until they either have it all, as in Russia today, or what Charles Krauthammer is concerned about happens, and the Gentiles notice.

What's interesting in that extract from five years ago is what Dr. Pierce said about Russia. He described Russia as a place where the Jews had all the wealth and all the power. But something has changed since 1999. Jewish supremacism and Jewish organized crime and Jewish power have suffered some serious setbacks there. Several of the biggest Jewish oligarchs are in prison or in exile. Whether or not Vladimir Putin is all that we hope that he is, it is undoubtedly true that Jewish arrogance and hubris played a part in their fall from total dominance of that nation. And the fall of the oligarchs and the rise of nationalism there are both **very popular** among the Russian people. Something has started there that may well be unstoppable. By their over-the-top hatred and abuse of others, the Jewish establishment may have sealed its fate. When we finally see an end to Jewish power over the

West, and an end to the shameful Jewish exploitation of White people in Europe and America, some of the credit will be due to the extreme nature of Jewish behavior itself. They haven't just stepped over the line in their treatment of others. They've gone a mile over the line, a mile too far, and the result will probably be the same as it has been for them throughout history.

American Dissident Voices Broadcast of March 27, 2004  
< <http://www.natall.com/adv/2004/03-27-04.html> >

-----oooOOO§§§OOOooo-----

## LES GRANDES PANURGIES LYONNAISES

### Pour la défense de Bruno Gollnisch

Bruno Gollnisch est professeur de droit international et de langue et civilisation japonaises à l'Université Lyon III. Ses déclarations du 11 octobre 2004 sur les chambres à gaz lui valent d'être suspendu de ses cours pour un mois à compter du 29 octobre et, ce 23 novembre, il passera en jugement devant une section disciplinaire présidée par le professeur Luc Saïdj.

#### ***Bruno Gollnisch préconise depuis toujours la liberté de recherche en matière d'histoire***

B. Gollnisch n'a pourtant commis aucun crime ni aucun délit. Il n'a porté aucune atteinte aux obligations de l'enseignant ou du chercheur. Il a simplement, une fois de plus, exprimé sa constante hostilité à la loi Gayssot (13 juillet 1990), qui réprime le révisionnisme. Pressé par des journalistes de donner son sentiment sur ce que, dès 1968, l'historienne Olga Wormser-Migot appelait déjà «le problème des chambres à gaz» (la formule est à méditer), il a réitéré son opposition à une loi qui entrave la liberté de recherche en la matière. Il aurait déclaré: «Il n'y a plus un historien sérieux qui adhère intégralement aux conclusions du procès de Nuremberg» et il aurait ajouté: «Je ne remets pas en cause l'existence des camps de concentration mais, sur le nombre de morts, les historiens pourraient en discuter. Quant à l'existence des chambres à gaz, il appartient aux historiens de se déterminer» (Christophe Forcari, *Libération*, 12 octobre). Pas un universitaire, pas un chercheur digne de ce nom ne peuvent, en effet, tenir pour vérités historiques définitives les affirmations d'un tribunal militaire où, de surcroît, des vainqueurs jugeaient des vaincus. La loi qui porte le nom du député communiste Gayssot nous y contraint pourtant et, en conséquence, elle a suscité dans les milieux intellectuels les plus vives protestations. Le fait qu'une loi existe ne nous prive pas du droit et, parfois, du devoir, d'en demander la révision ou la suppression. En la circonstance, l'honneur d'un esprit libre est d'exiger l'abrogation d'une loi de caractère stalinien.

#### ***Rien de nouveau dans sa déclaration sur la loi Gayssot***

La preuve que B. Gollnisch a toujours tenu, sans provoquer de scandale, les propos que certains aujourd'hui dénoncent à grands cris, on la trouve dans le rapport que l'historien Henry Rousso a rédigé, à la demande de Jack Lang, sur le racisme et le négationnisme à l'Université Lyon III. Daté de septembre 2004, ce rapport vient d'être publié aux éditions Fayard; il porte pour titre *Le Dossier Lyon*

III. Dans ce rapport, où abondent les condamnations morales, pas une fois on ne fait grief à B. Gollnisch de la position qui a toujours été la sienne sur la loi Gayssot. H. Rouso écrit par exemple: «En outre, [B. Gollnisch] a toujours pris position publiquement pour défendre ses collègues attaqués, en particulier Bernard Notin, déclarant de manière constante son hostilité à la loi Gayssot réprimant le négationnisme» (p. 87). Plus loin, H. Rouso ajoute: «Tout en ne partageant pas les avis exprimés dans l'article de Bernard Notin [B. Gollnisch] "revendique le droit au doute dans ce domaine [des chambres à gaz] comme sur tous les points d'histoire"» (p. 153). Encore plus loin, H. Rouso précise que B. Gollnisch «dénonce [...] une sanction prise [contre Bernard Notin] après des "pressions insensées" et dans le contexte de "la loi socialiste Marchais Gayssot"» (p. 163). Bien que d'habitude il note les réactions suscitées par des propos révisionnistes, H. Rouso ne mentionne aucune levée de boucliers contre B. Gollnisch au moment de ses déclarations passées. Pourquoi, d'ailleurs, y aurait-il eu de telles levées de boucliers? A ces époques, nombre de juristes, d'universitaires et d'hommes politiques dénonçaient publiquement une loi qu'ils qualifiaient parfois de «scélérate». B. Gollnisch se fondait donc dans la masse des personnalités qui se proclamaient hostiles à la loi Gayssot. En somme, le 11 octobre 2004, il n'a fait que réaffirmer une position, relativement banale, qu'on lui connaissait depuis quatorze ans. Pourquoi donc, aujourd'hui, cette soudaine et violente réaction à de tels propos?

### ***Rien que de banal et d'exact dans sa déclaration sur «l'intérêt de l'État d'Israël»***

Faudrait-il comprendre que d'autres propos, censément formulés le même jour, seraient plus condamnables? B. Gollnisch aurait ajouté: «Il y a des intérêts considérables à nier ce débat. C'est l'intérêt de l'État d'Israël dans les discussions sur les réparations qui sont sans fin.» Mais, là encore, comment s'insurger contre un pareil jugement? Nahum Goldmann, président du Congrès juif mondial, est connu pour avoir tenu des propos identiques dans un livre qui montre le lien entre le tribunal de Nuremberg et les «réparations» allemandes. En 1976, il déclarait:

Ces réparations constituent une innovation extraordinaire en matière de droit international. [...] Pendant la guerre, le Congrès juif mondial avait créé à New York un Institut des affaires juives dont le siège est aujourd'hui à Londres. Les directeurs étaient deux grands juristes juifs lituaniens, Jacob et Nehemiah Robinson. Grâce à eux, l'Institut élaborait deux idées complètement révolutionnaires: le tribunal de Nuremberg et les réparations allemandes. [...] Sans les réparations allemandes, qui ont commencé à intervenir au cours des dix premières années d'existence de l'État, Israël n'aurait pas la moitié de son infrastructure actuelle [1976]: tous les trains en Israël sont allemands, les bateaux sont allemands, ainsi que l'électricité, une grande part de l'industrie ... sans même parler des pensions individuelles versées aux [500 000] survivants [résidant en Israël]. [...] Certaines années, les sommes d'argent qu'Israël recevait de l'Allemagne dépassaient le montant des collectes du judaïsme international – les multipliant parfois par deux ou trois. [...] En vérité, l'Allemagne a versé à ce jour [en 1976] soixante milliards de marks et le total lui reviendra à quatre-vingts milliards – soit de douze à quatorze fois plus que ce que nous avons calculé à l'époque ... On ne saurait donc reprocher aux Allemands d'avoir été mesquins et de n'avoir pas tenu leurs promesses (*Le Paradoxe juif, Conversations en français avec Léon Abramowicz*, Stock, 1976, p. 148, 152, 156).

Dans le même livre, on voit N. Goldmann obtenir du chancelier Adenauer que l'Allemagne achète aux compagnies britanniques établies au Koweït et en Arabie Séoudite le pétrole nécessaire à Israël: «Achetez-le-leur et donnez-le-nous. Pour notre pays, c'est une question de vie ou de mort. – Il accepta» (p. 161). Ses successeurs ont dépassé N. Goldmann de cent coudées. Après 1976, le flot d'argent versé par Berlin, par les Länder, par des associations ou organisations allemandes n'a fait que grossir. Ces derniers mois – mais il ne s'agit là que d'un détail – les chantiers navals allemands ont livré gratuitement à Israël trois sous-marins ultra-modernes et conçus pour recevoir un armement nucléaire. L'Autriche, les pays européens, les nations candidates à l'entrée dans la communauté

européenne, les États-Unis et bien d'autres pays dits «du monde occidental» versent également des sommes considérables soit à l'État d'Israël, soit à la Diaspora juive à travers le monde, et tout cela en honneur et en mémoire de l'Holocauste. Même la Suisse a dû payer grassement. Les monuments et les musées de l'Holocauste, les films de fiction autour de l'Holocauste, les pèlerinages à pleins charters vers Auschwitz ou vers d'autres camps se multiplient. Ecoles, lycées et universités sont mobilisés. Sur toute la surface du globe on se met au service de l'Holocauste. Y compris à Dresde ou au Japon, à New Delhi, à Nankin ou à Pékin, la Shoah fait aujourd'hui, du côté des autorités, l'objet d'attentions particulières. En plein cœur de Berlin s'achève en ce moment un troisième lieu de mémoire juive avec un mémorial de l'Holocauste orné de 2752 stèles de béton. Des Juifs en sont venus à exprimer leur préoccupation ou leur désapprobation devant ce qu'ils ont eux-mêmes appelé «le Shoah Business» ou «l'Industrie de l'Holocauste». Viennent ici à l'esprit les noms de Peter Novick, de Norman Finkelstein, de Raul Hilberg et même, malgré un repentir tardif, de Pierre Vidal-Naquet. Pour un bref aperçu de la question, on se reportera au «Grand entretien de *L'Histoire* avec Annette Wieviorka»: «Enquête sur une polémique: la [sic] "Shoah business"» (mai 2001, p. 75-81). L'un des aspects les plus déplaisants de cette recherche de l'argent au bénéfice de sa seule communauté s'est révélé avec l'épisode, en France, des pensions spéciales réclamées pour les descendants, parfois lointains, des victimes juives de la guerre. Lorsque des descendants de victimes non juives ont manifesté à Paris, devant les grilles du Conseil d'État, pour demander à bénéficier des mêmes pensions, des Juifs mobilisés par leurs organisations s'en sont pris aux manifestants car, pour ces Juifs, la souffrance des Juifs ne saurait se comparer à nulle autre.

L'Holocauste est l'épée et le bouclier à la fois de l'État d'Israël et du sionisme à travers le monde; et il vaut pour eux tous les trésors d'Arabie.

### ***Sur Henry Rousso, il ne se permet aucune remarque inexacte ou impertinente***

Enfin, B. Gollnisch aurait dit d'H. Rousso qu'il était un «historien engagé» et il aurait ajouté: «C'est une personnalité juive, une personnalité estimable, mais sa neutralité n'est pas assurée [ou, selon d'autres sources, "pas engagée"].» Qu'y a-t-il là d'inexact ou d'impertinent? H. Rousso a toujours manifesté son ardeur combative contre le révisionnisme et contre ce qu'il tient pour «des écrits extravagants, moralement inacceptables et pseudo-scientifiques» (4e de couverture de son rapport imprimé). Il est juge et partie et ne s'en cache pas. Quant à parler de «personnalité juive», B. Gollnisch apporte là une précision qui serait peut-être incongrue dans d'autres contextes mais qui, ici même, dans le contexte de la Shoah, n'a rien de déplacé ou de tendancieux. Une précision de nature identique s'imposerait si, dans une controverse religieuse, politique, historique ou scientifique, les tenants d'une thèse devaient être jugés par une personnalité appartenant de près ou de loin à une communauté qui, d'une seule voix, condamne d'avance cette thèse. De toute façon, en pareille matière, la règle et l'usage veulent qu'on signale l'origine juive de l'intéressé. C'est d'ailleurs ce que fait H. Rousso lui-même lorsqu'il parle d'auteurs qui sont juifs, ne fût-ce que partiellement. Par exemple, il lui arrive d'écrire: «En 1966, un jeune écrivain d'origine juive, Jean-François Steiner, publie ...» (*Le Syndrome de Vichy*, Seuil, 1987, p. 177).

### ***Pourquoi B. Gollnisch ne demanderait-il pas un débat quand les historiens de la Shoah révisent eux-mêmes sévèrement les conclusions de Nuremberg?***

Revenons ici aux historiens accrédités de la Shoah. Depuis 1945-1946, ils ont procédé à de substantielles révisions de la thèse défendue par les juges de Nuremberg.

H. Rousso, qui a publié en 1994, en collaboration avec son ami Eric Conan, *Vichy, un passé qui ne passe pas*, s'est abstenu d'élever une protestation publique quand, l'année suivante, E. Conan a procédé à une significative révision de l'histoire officielle d'Auschwitz. Dans une étude intitulée «Auschwitz: la mémoire du mal» (comprenez que «la mémoire» n'est pas «l'histoire»), il écrit au sujet de la «chambre à gaz», visitée chaque année par 500 000 touristes: «Tout y est faux [...]. A la fin des

années 70, Robert Faurisson exploita d'autant mieux ces falsifications que les responsables du musée [d'Auschwitz] rechignaient alors à les reconnaître» (*L'Express*, 19-25 janvier 1995, p. 68). E. Conan ajoutait que la directrice du musée, ne se résolvant pas à dire la vérité aux touristes sur «le travestissement», lui avait déclaré à propos de cette fausse chambre à gaz: «Pour l'instant, on la laisse en l'état et on ne précise rien au visiteur. C'est trop compliqué. On verra plus tard.» (Ce qui revient à dire: on a menti, on ment et, jusqu'à nouvel ordre, on continuera de mentir.)

Il s'est produit d'autres révisions touchant de prétendues chambres à gaz situées en bien d'autres camps, notamment à Dachau. Après tout, la seule «chambre à gaz» montrée dans le film projeté devant le tribunal de Nuremberg et certifiée avoir fonctionné n'a en fait jamais gazé personne comme ont fini par l'admettre, à partir de 1960, aussi bien les historiens à la Martin Broszat que les autorités du musée de Dachau qui, elles, ont eu l'honnêteté d'en prévenir les visiteurs par une inscription rédigée en cinq langues.

Simone Veil, Claude Lanzmann, Elie Wiesel et quelques autres auteurs admettent aujourd'hui qu'on ne trouve nulle trace de chambres à gaz. Ils notent qu'aucun document n'atteste de l'existence ou du fonctionnement de ces prodigieuses «armes de destruction massive» attribuées à Adolf Hitler. Certes, ces personnalités disent croire aux chambres à gaz, mais elles reconnaissent l'absence de toute preuve de leur existence alors qu'autrefois un Georges Wellers, par exemple, parlait d'une «abondance de preuves».

Professeur à Princeton et ami de P. Vidal-Naquet, qui a préfacé la traduction de son livre en français, Arno Mayer écrit en 1988: «Les sources pour l'étude des chambres à gaz sont à la fois rares et sujettes à caution [*unreliable*]» (*The «Final Solution» in History*, New York, Pantheon Books, p. 362).

En 1989, Jean-Claude Pressac, dans un premier gros ouvrage en anglais, *Auschwitz: Technique and Operation of the Gas Chambers*, a prétendu avoir découvert des «commencements de preuves» de l'existence de chambres à gaz à Auschwitz; ses travaux de recherche et la publication de son ouvrage avaient été financés par la Beate Klarsfeld Foundation. Il a ensuite publié, en 1993, aux éditions du CNRS, dans une collection dirigée par Denis Peschanski, un livre sur *Les Crématoires d'Auschwitz, la Machinerie du meurtre de masse*; le succès de cet ouvrage, traduit en plusieurs langues, a été considérable. Or soudain, en 1995, J.-C. Pressac a jeté l'éponge et, reprenant le mot du professeur Michel de Boüard, a déclaré que le dossier tout entier de l'histoire de la déportation était «pourri» par trop de mensonges et d'approximations! M. de Boüard, ancien déporté à Mauthausen, doyen de la Faculté des lettres de l'Université de Caen et responsable, au sein du Comité d'histoire de la deuxième guerre mondiale, de l'histoire de la déportation, n'avait pas caché son inquiétude devant la prolifération, depuis 1945, des erreurs et des faux. Pendant cinq ans, la révision déchirante de J.-C. Pressac nous a été cachée pour nous être finalement révélée en mars 2000 dans le livre de Valérie Igounet, *Histoire du négationnisme en France* (Seuil, p. 651-652).

En 1992, Yehuda Bauer a dénoncé «la sottise histoire de Wannsee» (*the silly story of Wannsee*) (*The Canadian Jewish News*, 20 janvier 1992).

En 1996, l'historien Jacques Baynac, d'abord si virulent contre les révisionnistes, a fini par admettre qu'on n'avait découvert aucune preuve de l'existence des chambres à gaz, tout en ajoutant qu'il croyait en leur existence (*Le Nouveau Quotidien de Lausanne*, 2, puis 3 septembre 1996).

D'autres historiens accrédités ont lancé des cris d'alarme répétés contre les faux témoignages, les documents à interprétation suspecte, les confessions obtenues par le chantage ou la torture, les documentaires-documenteurs, les expositions photographiques fallacieuses et la fabrication en série de films de fiction inspirés par l'Holocauste. Au tribunal de Nuremberg, aucune preuve, aucun rapport d'expertise ne sont venus étayer la thèse de l'existence de chambres à gaz autres que de désinfection.

Jamais on n'a su répondre à ceux qui signalaient les impossibilités physiques et chimiques du gazage de foules humaines. On s'est longtemps contenté de la retentissante confession, à Nuremberg, de Rudolf Höss, l'un des trois commandants successifs d'Auschwitz, jusqu'au jour où, en 1983, le principal de ses tortionnaires a narré dans quelles conditions des Juifs de la Sécurité militaire britannique lui avaient extorqué cette confession (Rupert Butler, *Legions of Death*, Londres, Hamlyn, 1983, page de remerciements et p. 234-238). Dix ans plus tard, l'historien américain Christopher



Browning, antirévisionniste convaincu, a rendu les armes sur ce point: interrogé par le journaliste anglais Christopher Hitchens sur le témoignage de Rudolf Höss, il a répondu: «Höss a toujours été un témoin très faible et confus» («Whose History is it?», *Vanity Fair*, décembre 1993).

### ***Raul Hilberg est allé infiniment plus loin que Bruno Gollnisch***

Raul Hilberg est allé infiniment plus loin que B. Gollnisch dans sa propre révision des données de Nuremberg. Dès 1983, le plus prestigieux des historiens de l'«Holocauste» a, en effet, opéré un stupéfiant virage. En 1961, dans son ouvrage de référence, *The Destruction of the European Jews*, il avait défendu la thèse, encore actuellement en faveur dans le grand public, selon laquelle Hitler avait donné des ordres pour tuer les Juifs, avait dressé un plan d'extermination, avait multiplié les instructions en ce sens et avait fait construire des chambres à gaz et des camions à gaz pour accélérer l'élimination physique des Juifs. Or, en 1983, soit vingt-deux ans plus tard, R. Hilberg a soudain abandonné cette explication. A New York, devant 1 100 auditeurs de l'Avery Fischer Hall, il a annoncé que, tout bien réfléchi, l'œuvre de destruction des Juifs d'Europe avait été conduite sans plan, sans organisation, sans agence centralisatrice, sans projet, sans budget mais spontanément, étape par étape, au sein de la vaste bureaucratie allemande, et cela grâce à «une incroyable rencontre des esprits, une transmission de pensée consensuelle» (*an incredible meeting of minds, a consensus mind reading by a far-flung bureaucracy*) (George DeWan, «The Holocaust in Perspective», *Newsday*, 23 février 1983). Interrogé sur ces propos au premier procès Zündel à Toronto, R. Hilberg les a confirmés sous serment, le 16 janvier 1985, ainsi qu'en atteste la transcription officielle des débats (p. 846-848). Autrement dit, le premier des historiens de l'Holocauste ne craint pas de soutenir qu'une vaste entreprise criminelle dotée d'«usines de mort» a été conduite, sinon par l'opération du Saint-Esprit, du moins selon un processus télépathique. De cette «rencontre des esprits», il nous dit bien qu'elle est «incroyable». Alors, pourquoi B. Gollnisch devrait-il y croire? Comment croire en l'histoire d'un massacre ainsi expliqué par le plus prestigieux de ses historiens? En 1985, dans l'édition «révisée et définitive» de son ouvrage, R. Hilberg écrira: «En dernière analyse, la destruction des Juifs ne fut pas tant accomplie par l'exécution des lois et des ordres que par suite d'un état d'esprit, d'une compréhension tacite, d'une consonance et d'une synchronisation» (version française parue sous le titre de *La Destruction des Juifs d'Europe*, Fayard, 1988, p. 53; voir également p. 51, 60). Nous ne sommes plus là dans les réalités de l'histoire mais dans les fumées de la spéculation psychologique.

### ***Une preuve, une seule preuve? Un témoin, un seul témoin?***

Le résultat est là: tandis qu'il existe une abondance de faits et de documents prouvant qu'Hitler voulait expulser les Juifs d'Europe dans le cadre d'«une solution finale **territoriale**» (*territoriale Endlösung*), et qu'il prévoyait pour les expulsés un «**renouveau**» (*neuer Aufbau*) hors d'Europe mais ailleurs qu'en Palestine, il n'existe pas une seule preuve de ce qu'il ait voulu exterminer les Juifs. Il est prouvé que ses cours martiales pouvaient, jusqu'en Russie occupée, condamner à mort l'assassin ne fût-ce que d'un Juif ou d'une Juive. Comme on le sait, ni pendant la guerre, ni surtout *après* la guerre, dans leurs mémoires, par exemple, ou dans leurs déclarations publiques, les hauts responsables alliés n'ont une seule fois mentionné les chambres à gaz ou les camions à gaz. Pour ne prendre que ces exemples, ni Churchill, ni Eisenhower, ni de Gaulle, ni Truman, ni Staline, ni Benes n'en ont parlé. D'où, lors de l'émission de Thierry Ardisson «Tout le monde en parle» (6 mars 2004), la réflexion de l'amiral Philippe de Gaulle à propos des Juifs: «Les Allemands ont voulu, sinon les exterminer, du moins les chasser.»

Quant aux «témoins», s'ils ont su évoquer la déportation, l'internement, les épidémies et cent autres éprouves, ils n'ont jamais pu vraiment décrire ces «usines de mort» ou ces armes de destruction massive. Faute de preuves, on produit des témoignages, par exemple ceux d'Elie Wiesel, de Primo Levi ou de Simone Weil. Parlons-en!

Dans son livre, *La Nuit*, qu'il nous a ailleurs présenté comme un récit autobiographique dont chaque page serait vraie, Elie Wiesel raconte son expérience d'Auschwitz. Jamais il n'y mentionne les chambres à gaz. Il nous affirme que les Juifs étaient brûlés vifs dans des fournaies en plein air! Un jour, à la suite d'une blessure au pied, il a été hospitalisé dans l'enceinte du camp; il a pu coucher dans des draps blancs et il a été opéré avec, à ses côtés, pour le rassurer, son propre docteur, «un grand médecin juif». A l'approche des Russes, les Allemands lui ont laissé le choix, ainsi qu'à son père, de rester dans le camp ou de suivre les troupes allemandes dans leur retraite; après mûre concertation, le père et le fils ont choisi de partir avec leurs exterminateurs plutôt que d'attendre leurs libérateurs (*La Nuit*, Editions de Minuit, 1958, p. 124-133).

Quant à Primo Levi, interné lui aussi à Auschwitz, il ne mentionne que vaguement, dans son propre livre, «la chambre à gaz» (au singulier) et l'un de ses camarades parle de lui comme de «l'Italien qui ne croit pas aux sélections» et donc aux chambres à gaz (*Si c'est un homme*, Julliard, 1987, p. 55; il s'agit de la traduction de *Se questo è un uomo* dans sa version *originale* de 1947).

Internée à Auschwitz sous son nom de jeune fille (Simone Jacob), S. Veil nourrit la plus grande méfiance à l'endroit de ceux qui, tel Maurice Benroubi, ont osé se présenter en témoins des gazages. La propre théorie de S. Veil veut que les Nazis aient «détruit [l]es chambres à gaz et supprimé systématiquement tous les témoins» (*France-Soir Magazine*, 7 mai 1983); soit dit en passant, il s'agit là d'une allégation classique mais qu'on serait bien en peine de prouver parce qu'en fait elle ne repose sur rien.

### ***Le vertigineux toboggan de la révision des chiffres***

B. Gollnisch a pleinement raison de dire que les historiens devraient avoir le droit en 2004 de «discuter» du «nombre des morts». Ils ne s'en sont pas privés de 1945 à 2002. Dans le film *Nuit et Brouillard*, que sont astreints à voir tous les lycéens de France, le nombre des morts d'Auschwitz est donné comme étant de 9 000 000. Les juges de Nuremberg l'ont évalué, eux, à 4 000 000. C'est ce chiffre qui figurait sur les stèles du monument d'Auschwitz-Birkenau. En 1990, ces stèles ont été retirées et remplacées en 1995 par d'autres, indiquant le chiffre de 1 500 000, soit une réduction de 2 500 000 morts! En 1990, François Bédarida a proposé une estimation «de 950 000 à 1 200 000» (*Le Monde*, 22 juillet 1990). J.-C. Pressac a successivement donné les chiffres de 1 000 000 en 1989, de 800 000 en 1993 et de 630 000 à 711 000 en 1994 (*Auschwitz: Technique and Operation of the Gas Chambers*, 1989, p. 264; *Les Crématoires d'Auschwitz*, 1993, p. 148; *Die Krematorien von Auschwitz*, Munich, Piper, 1994, p. 202). En 2002, Fritjof Meyer a proposé le chiffre de 510 000 morts (*Osteuropa*, mai 2002, p. 641). Ce dernier chiffre connaîtra sans nul doute d'autres substantielles révisions à la baisse du nombre des morts dans les 39 camps du complexe d'Auschwitz. On pourrait citer bien d'autres évaluations venues d'historiens accrédités. Ces révisions attestent de ce que, dans les faits, beaucoup d'auteurs, pourtant orthodoxes, ont vigoureusement contesté les conclusions du tribunal de Nuremberg et donc l'esprit de la loi Gayssot.

### ***Bruno Gollnisch a fait preuve de circonspection et de mesure***

On voit qu'en matière de révision B. Gollnisch fait pâle figure à côté de nombre d'historiens de la Shoah. Il n'a jamais poussé l'audace jusqu'à enfreindre aussi clairement que ces derniers l'oukase antirévisionniste. Ses censeurs lui dénie le droit de libre recherche et réservent ce privilège à leurs proches («Nul n'aura de l'esprit hors nous et nos amis»). A moins que, dans leur amateurisme ou leur ignorance du sujet, lesdits censeurs n'aient pas lu avec attention la littérature de l'Holocauste.

Il convient que cesse ce jeu de rôles et que l'accusé jouisse des mêmes droits que ses accusateurs. B. Gollnisch, comme toujours depuis 1990, se contente de préconiser le droit pour tous au doute et à la recherche en matière d'histoire. Il demande l'abrogation d'une loi stalinienne. Au regard de ce qu'ont écrit tant de ses confrères ou collègues historiens, il aurait pu aller beaucoup plus loin. Au lieu de quoi, il a fait montre de circonspection et de mesure. Les cris d'horreur qu'ont suscités ses déclarations

sonnent faux. L'indignation manifestée par certains est forcée. L'hallali déclenché contre sa personne est un outrage. Cette année, les habituels groupuscules d'agit-prop et ceux qui les financent ont essuyé, coup sur coup, trois échecs: ils ont d'abord étalé au grand jour leurs dissensions; puis, ils ont vu la Cour de cassation mettre à bas, d'un seul coup, tout l'édifice de leurs machinations contre Jean Plantin; enfin, le rapport Rousso leur a infligé une volée de bois vert. Il leur fallait découvrir d'urgence une nouvelle proie parmi les enseignants de l'Université Lyon III. Ils ont jeté leur dévolu sur B. Gollnisch. Mauvais choix.

### ***Les autorités devraient réfléchir à deux fois au cas de B. Gollnisch***

Les autorités judiciaires, ministérielles, rectorales et universitaires devraient réfléchir à deux fois avant de se prononcer sur son cas. Elles, qui invoquent le droit, devraient se rappeler qu'en France des lois protègent la présomption d'innocence et punissent l'outrage à une personne chargée d'une mission de service public. D'autres lois sanctionnent l'entrave à la liberté du travail. D'autres enfin répriment le dommage qu'on cause à autrui par sa propre faute, par sa légèreté, par sa négligence ou par son imprudence. La justice n'admet pas que, selon le système des deux poids et des deux mesures, on aille blâmer chez l'un ce qu'on a approuvé ou admis chez les autres. Elle oblige qu'on accorde à B. Gollnisch la même liberté de jugement que celle qu'on a laissée à tant d'autres universitaires ou chercheurs. La loi doit être la même pour tous, sans exception. B. Gollnisch s'est, au demeurant, exprimé, hors de son université, en qualité de responsable politique attaché aux libertés publiques. Son université n'a pas la permission de s'ingérer dans sa vie politique. Elle lui doit protection contre la trentaine de perturbateurs venus de l'extérieur et que le rapport Rousso, à l'occasion d'affaires antérieures, dépeint avec justesse comme des frénétiques qui cherchent à tout prix l'attention des médias. Laisser de tels individus agir à force ouverte dans l'enceinte de l'université, c'est encourir une grave responsabilité. Prétendre qu'un professeur cause un trouble à l'ordre public par le simple fait qu'il vient faire son cours, c'est à la fois lui causer un préjudice, sujet à réparation, et, tout bonnement, se moquer du monde.

Brillant professeur et admiré de ses étudiants, Bruno Gollnisch mérite l'estime générale.  
Nous l'estimons et nous le défendrons.

### ***Collègues, étudiants et amis de Bruno Gollnisch***

**12 novembre 2004**

< <http://www.rivarol.com/lecourrier.html> >

#### **LETTRE OUVERTE DE JEAN BRIÈRE**

Docteur Brière Jean, spécialiste en médecine nucléaire, ex MCU-PH.

Lettre ouverte au *Monde* à propos de l'article de Monsieur Elie Barth dans le Monde du 17, 18 octobre 2004: Bruno Gollnisch a toujours remis en question l'ampleur de l'extermination des juifs par les nazis.

**TOUTES LES VICTIMES DES TOTALITARISMES N'ONT PAS LE MÊME DROIT A LA MÉMOIRE.  
ET SI ON SE POSAIT ÉGALEMENT LA QUESTION DES CHAMBRES FROIDES DU CAMARADE  
STALINE?**

La déportation par wagons à bestiaux de millions de citoyens ordinaires d'URSS vers la Kolyma et les camps sibériens se terminait souvent par la réception de cadavres congelés. Là pas besoin de dispositifs sophistiqué d'extermination, la nature faisait son œuvre au moindre coût. Impéritie, indifférence, incompétence, les camps de concentration soviétiques n'avaient guère à envier aux camps nazis sinon leur antériorité. Là, foin de justifications racistes ou autre en dehors d'un vague racisme de classe.

La monstruosité des camps de concentration soviétique n'excuse ni ne relativise en rien l'entreprise d'extermination nazie des juifs européens et autres Tsiganes. La déportation d'abord et

ensuite l'extermination systématique des juifs d'Europe, proclamées et mis en œuvre par le régime nazi est de l'ordre des faits et n'est remis en cause par personne y compris par Monsieur Gollnisch. Les authentiques néo-nazis auraient, eux, plutôt tendance à justifier le processus d'extermination de masse des juifs, des tziganes et des judéo-bolcheviques.

Monsieur Elie Barth fait de curieux griefs à M. Gollnisch, il lui reproche la phrase suivante, je cite: «Il n'y a plus un historien sérieux qui adhère aux conclusions du procès de Nuremberg» ( il est à noter que M. Elie Barth s'est permis de supprimer de la citation l'adverbe intégralement, *Libération* écrit, «qui adhère intégralement» ). Je ne vois pas là de liaison avec une négation de crime contre l'humanité.

Dans le contexte d'après guerre, le monde épouvanté découvrait la réalité des camp de concentration nazis, les camp de concentrations soviétiques n'étaient, eux, pas à l'ordre du jour. Les populations européennes qui avaient subi la guerre et les exactions sans nombres des troupes hitlériennes criaient vengeance.

Il fallait juger les responsables ne serait-ce qu'en mémoire des victimes, ce fut le rôle du procès historique de Nuremberg. Contrairement à ce qui s'est passé au Japon où le vainqueur américain ne s'embarrassa guère de règles juridiques pour se débarrasser des officiers japonais et du personnel politique jugé non récupérable, le procès de Nuremberg s'imposa un certain nombre de contraintes juridiques. Il n'en reste pas moins un tribunal d'exception où les vainqueurs imposèrent par la violence des témoignages destinés à étayer l'ensemble de l'interprétation historique qui justifiait la manière dont la guerre fut conduite. Nul ne peut contester le droit de l'URSS, pays totalitaire s'il en fut, qui avait payé un énorme tribut humain et matériel à la lutte contre le nazisme, de participer à ce procès.

Nul ne peut nier que les dirigeants communistes se dédouanèrent de certains de leurs crimes sur le régime nazi. Le massacre de Katyn étant le fait le plus emblématique des limites d'objectivité de ce procès. Reconnaître ce fait ne constitue en aucun cas une négation de crime contre l'humanité

On voit mal dans ces conditions, comment Monsieur Eli Barth peut suspecter Monsieur Gollnisch de négationnisme. Négationnisme, nouvel étiquetage pour révisionnisme, utilisé dans un premier temps par les intellectuels et les représentants des médias proches de l'idéologie nationale-judaïste.

Il est à noter que la loi liberticide dite loi Gayssot, émane d'un député qui se réclame *urbi et orbi* d'une idéologie qui porte la responsabilité de millions de morts. Paradoxe qui s'explique aisément dans la mesure où le PCF qui assume en toute impunité son passé de soutien incondicional et indéfectibles aux crimes de la période stalinienne fait de la surenchère sur le chantage à l'antisémitisme pour faire oublier les crimes du communisme. Chantage à l'antisémitisme qui est l'arme imparable utilisée sans vergogne par les idéologues nationaux-judaïstes et leurs compagnons de route pour «justifier» la colonisation de peuplement de la Palestine qui est sur le plan du droit un véritable crime contre l'humanité.

La vérité est que l'ensemble de la classe politique et des médias tremblent sous la férule de l'antidéfeamation league et des structures contrôlées par les idéologues nationaux –judaïstes en France et en Europe.

On ne s'explique pas autrement l'incroyable déchaînement répressif qui vise Monsieur Gollnisch sur ce terrain, alors que celui-ci peut en toute impunité se faire le héraut d'une islamophobie délirante, matinée d'un racisme anti-arabe, publiquement revendiqué par une large fraction des militants de base du Front National.

Quant à la citation «Respect de la liberté d'expression pour des enseignants qui exerce un regard critique sur l'histoire de la seconde guerre mondiale», on voit mal ce qu'elle vient faire dans cet article. La mésaventure arrivée à l'historien lyonnais Lequin montre qu'elle est parfaitement pertinente.

Personnellement j'ai vécu la période de Stalingrad, l'enthousiasme soulevé par la victoire des troupes soviétiques, n'empêche qu'aujourd'hui, je suis amené à penser que les uns sont morts pour Hitler et les autres pour Staline En dernière analyse ce sont les populations embrigadées dans des idéologies meurtrières qui paient pour leur aveuglement. Quant aux chambres à gaz, qui témoignent effectivement du délire hitlérien dans la mesure où la symbolique exterminatrice l'emporte sur la rationalité exterminatrice, il n'existe aucune raison sacrée ou non pour qu'elles échappent à la critique rationnelle.

Il est à noter que ce sont les handicapés mentaux allemands, les fous et autres «dégénérés» menaçant la pureté de la race aryenne selon la terminologie hitlérienne qui ont été assassinés initialement par cette méthode.

Pourquoi faire simple quand on peut faire compliqué? Sur le plan médical (ce sont des médecins qui ont mis en œuvre cette politique),il existe des méthodes beaucoup plus discrètes, efficaces et moins coûteuse , «d'euthanasier» .

Quant aux chambres à gaz d'Auschwitz, à défaut de laisser agir la dénutrition et le froid l'hiver on peut considérer qu'une simple distribution à libitum d'alcool de qualité, aurait eu un effet tout aussi radical sur des organismes dénutris.

Quant à la crémation de masse des victimes des chambres à gaz, pour faire disparaître toute trace du crime, on se pose la question de savoir pourquoi le génie technologique allemand n'a pas prévu des fours collectifs de grande capacité qui aurait indiscutablement augmenté le rendement par rapport aux fours à mouffles individuels utilisés.....

Terminons sur deux faits. Le chiffre de 4 millions de victimes mortes à Auschwitz annoncé initialement par la stèle érigée à l'entrée du camp a été officiellement revu à la baisse: négationnisme?

Autre fait plus anecdotique, en tant que membre du PCF je suis allé en famille à Dachau, vers 1958, accomplir un véritable pèlerinage, là on m'a montré des chambres à gaz. Aujourd'hui on me dit qu'il n'y a jamais eu de chambres à gaz à Dachau: vrai ou faux?

Pour mon compte je juge scandaleux que l'on ose profaner la mémoire des victimes du nazisme dans un but politique: la justification de la colonisation de peuplement de la Palestine. Les millions de juifs qui ont péri dans les camps d'extermination nazis n'avaient rien à voir avec l'idéologie nationale-judaïste

Brière Jean  
novembre 2004

LE CLAQUE SE REBIFFE

## Le recteur contre le retour de Gollnisch

Des mots qui claquent comme des tirs de sommations. Le recteur de l'académie de Lyon, Alain Morvan, a réclamé hier la reconduite de la suspension des cours de Bruno Gollnisch à l'université Lyon-III. Depuis le 29 octobre, l'élú FN, professeur de civilisation japonaise et de droit international à Lyon-III, n'enseigne plus, comme l'avait décidé la présidence de l'université. Celle-ci invoquait "divers risques de désordre" au sein de l'établissement, après **les propos ambigus sur les chambres à gaz** tenus le 11 octobre à Lyon par Bruno Gollnisch. Cette suspension, qui, selon Lyon-III, n'avait "aucun caractère disciplinaire et respect[ait] le principe de présomption d'innocence", était valable pour une durée d'un mois.

Bruno Gollnisch devrait donc, en toute logique, reprendre ses cours le 3 décembre prochain. Mais Lyon-III a indiqué, hier, "que s'il devait y avoir un risque de trouble, la mesure pourrait être prolongée". "Il serait impensable que l'intéressé dispense de nouveau ses enseignements", note Alain Morvan dans un communiqué envoyé hier à la presse. Le recteur, qui est aussi statutairement chancelier des universités, s'est également dit inquiet de la lenteur de la procédure disciplinaire interne visant Bruno Gollnisch. Le dossier est en cours d'instruction. "Le temps qui passe, c'est du temps qu'on perd", a déclaré Alain Morvan à "20 Minutes". Ajoutant: "il y a le camp de ceux qui veulent se souvenir et celui des autres. J'ai peur que se mette en place une stratégie de l'oubli" envers "des propos manifestement négationnistes qui sont un défi à la morale et à l'histoire. Ce que je mets en cause, ce n'est pas l'université, mais son mode de fonctionnement. La remise sur orbite de l'intéressé serait un affront supplémentaire."

**Fabrice Arfi**

< <http://www.20minutes.fr/journal/lyon/article.php?ida=35962> >

Jeudi 25 novembre 2004

TA BOUE

## Ce tabou en or massif que Gollnisch a violé...

Le principal grief de la police de la pensée contre Bruno Gollnisch et, par conséquent, un des motifs cachés de l'invraisemblable acharnement menteur dont il est la victime, est sans doute que sa proposition de laisser les historiens débattre du "problème des chambres à gaz", selon le mot fameux de l'historienne Olga Wormser-Migot, a brisé un tabou.

Ce tabou, c'est celui des indemnités. Il y a soixante ans, il avait déjà coûté très cher à Olga Wormser-Migot.

Née Olga Jungelson en 1912 à Nancy, cette fille de Russes exilés avait été engagée en août 1944 par les services de l'état civil du ministère des Prisonniers, Déportés et Réfugiés.

De son travail qui consistait à rechercher des déportés revenus des camps, elle tira un ouvrage, "Le Système concentrationnaire", où elle disait sa conviction que les chambres à gaz n'ont existé ni à Ravensbrück ni à Mauthausen.

Cette affirmation lui valut la haine vigilante de la stalinienne Germaine Tillion et l'intérêt du premier révisionniste, l'ancien déporté et militant socialiste Paul Rassinier, qui s'appuya sur ses travaux pour publier son propre ouvrage: "Le Mensonge d'Ulysse". [**Légère erreur de date: le livre de WM est paru 18 ans après celui de Rassinier... ; texte intégral du Mensonge à l'adresse : <http://aaargh-international.org/fran/archRassi/archRassi.html> ]**

Le "problème des chambres à gaz" et donc de l'indemnisation a été depuis écarté de tout débat et il le reste parce qu'il soulève la fureur des déportés, victimes et rescapés, fils et filles de déportés, victimes et rescapés, petits-fils et petites-filles de déportés, victimes et rescapés, en attendant les générations à venir.

C'est que l'enjeu est considérable, et pas seulement sur le plan de la mémoire.

Dans "Le Paradoxe juif. Conversations en français avec Léon Abramowicz" (Stock), Nahum Goldmann racontait déjà en 1976 comment, dans les années soixante, il avait convaincu le chancelier Adenauer d'offrir à l'Israël du pétrole acheté par l'Allemagne au Koweït et en Arabie Séoudite.

Depuis, le pactole alimenté par Berlin n'a cessé de se déverser dans les coffres de l'État israélien. Tout récemment encore, les chantiers navals allemands ont livré gratuitement à l'Israël trois sous-marins ultra-modernes Howaldtwerke-Deutsche-Werft de types 209, 212 et 214, conçus pour recevoir un armement nucléaire.

En soixante ans, bien d'autres pays se sont joints à cette collecte: l'Autriche, la France, les États-Unis versent des sommes considérables soit à l'Israël, soit à la Diaspora, en expiation d'un Holocauste où ils n'ont aucune part.

Même la Suisse a dû payer après une campagne de sidération où la neutralité qui avait fait de la Confédération le refuge des persécutés a été assimilée à de la collaboration avec le nazisme.

Partout dans le monde, y compris dans des pays étrangers aux drames de la [Deuxième] Guerre mondiale, les monuments et les musées de l'Holocauste, les films de fiction autour de l'Holocauste, les pèlerinages à pleins charters vers les hauts lieux de l'Holocauste se multiplient. Ecoles, lycées et universités sont mobilisés. Sur toute la surface du globe on se prosterne.

Berlin a dû consentir à l'édification d'un nouveau mémorial de l'Holocauste orné de 2.752 stèles de béton; cependant que Paris voyait se pérenniser un mur pourtant annoncé comme provisoire sur le Champ de Mars à l'instigation de Marek Halter, un des plus voraces prédateurs de la mémoire.

A Dresde, à New Delhi, à Pékin ou au Japon (après une autre campagne de sidération consécutive à la publication "malheureuse", dans la presse japonaise, de propos révisionnistes), la "Shoah" fait l'objet d'attentions unanimes.

C'est au point que des Juifs, y compris la très sensible Annette Wiewiorka, en sont venus à exprimer leur désapprobation devant ce que certains ont appelé "le Shoah Business".

En France, des pensions spéciales ayant été attribuées aux descendants, parfois lointains, des victimes juives de la guerre, les descendants de victimes non juives, manifestant à leur tour devant les grilles du Conseil d'État pour se prévaloir de l'égalité devant la loi, ont été agressés par des Juifs au motif que leur souffrance ne saurait se comparer.

Dans ce contexte, le constat de Gollnisch qu'il y a "des intérêts considérables à nier ce débat. C'est l'intérêt de l'État d'Israël dans les discussions sur les réparations qui sont sans fin" est évidemment inacceptable pour les marchands du temple.

Il ne faut pas chercher plus loin le motif réel de l'hystérie qui a suivi la simple proposition de laisser les spécialistes déterminer si le trésor de la mémoire est de bon aloi ou de pacotille.

*Le Libre Journal*, 25 novembre 2004, p. 14.

## INSTRUCTIONS PUBLIQUES

### **Bruno Gollnisch va être poursuivi**

Le procureur général près la cour d'appel de Lyon a "donné instructions", lundi 29 novembre, au procureur de la République de Lyon "d'engager des poursuites pour contestation de crimes contre

l'Humanité" à l'encontre du numéro 2 du Front national, Bruno Gollnisch, après ses propos sur les chambres à gaz.

Dans un communiqué, le procureur général Jean-Olivier Viout indique avoir donné ces instructions "à la demande du Garde des Sceaux", à la suite des propos tenus par le numéro 2 du FN lors d'une conférence de presse le 11 octobre à Lyon.

Jean-Olivier Viout a également demandé que des poursuites soient engagées à l'encontre de Albert Rosset, conseiller régional FN, et Georges Theil, ancien élu régional FN, pour leurs propos tenus respectivement le 11 octobre et lors d'une interview télévisée donnée le 14 octobre.

### Une instruction écrite

Le ministre de la Justice Dominique Perben avait demandé à la mi-octobre au procureur de la République Xavier Richaud l'ouverture d'une enquête préliminaire. Dominique Perben, qui a reçu un rapport de police indiquant que les déclarations de Bruno Gollnisch pourraient ne pas être condamnables, "souhaite que cette question juridique soit tranchée par un tribunal et donc que Bruno Gollnisch soit poursuivi pour délit de négationnisme", a indiqué lundi l'entourage du Garde des Sceaux. Le ministre a adressé une instruction écrite en ce sens au parquet de Lyon, selon la même source.

### Persécution politique?

La police judiciaire vient de rendre son rapport au parquet de Lyon, a-t-on appris lundi de source judiciaire. Lors de la conférence de presse du 11 octobre à Lyon, Bruno Gollnisch, tout en assurant "ne pas remettre en cause les déportations" ni "les millions de morts" des camps nazis, avait déclaré: "Quant à savoir la façon dont les gens sont morts, le débat doit avoir lieu".

Interrogé sur les chambres à gaz, le numéro 2 du FN avait répondu: "Je ne nie pas les chambres à gaz homicides. Mais je ne suis pas spécialiste de cette question et je pense qu'il faut laisser les historiens en discuter. Et cette discussion devrait être libre". Bruno Gollnisch a dénoncé lundi une "persécution politique" après que le procureur général de Lyon a "donné instructions", "à la demande du Garde des Sceaux", d'engager des poursuites à son encontre.

"C'est une persécution politique", a déclaré Bruno Gollnisch. "C'est une intrusion délibérée du pouvoir politique dans une affaire où l'enquête avait conclu à mon innocence", a-t-il ajouté.

Site du "Nouvel Observateur", 29 novembre 2004:

Communiqué de presse de Bruno GOLLNISCH

### L"AFFAIRE" GOLLNISCH: UN DOSSIER VIDE

RTL, généralement bien informée, a révélé ce matin que l'enquête préliminaire ordonnée par le Parquet de Lyon concluait à ce qu'il n'y avait rien de répréhensible dans les propos que j'ai tenus le 11 octobre dernier en réponse à des questions de journalistes.

Ceci n'est pas une surprise. Sur le plan légal, je n'ai violé aucune loi.

Sur le plan moral, je n'ai offensé personne, et notamment pas les victimes du national-socialisme.

Il ne reste donc rien des manipulations et commentaires diffamatoires, que j'ai déférés à la justice.

Ce qui est plus surprenant, c'est que, selon RTL, le dossier serait, non sur le bureau du Procureur de la République de Lyon, mais entre les mains du Ministre de la Justice. On croyait cependant que le Garde des Sceaux ne donnait plus aucune instruction particulière aux parquets. J'ose espérer que M. Perben se comportera, non **en adversaire politique potentiel aux prochaines élections municipales lyonnaises**, mais en homme d'État chargé de faire respecter les libertés publiques. Il le peut et il le doit.

Quant au Recteur Morvan, il paraît persister à incriminer l'université entière, à mépriser la présomption d'innocence, et à faire pression sur une instance disciplinaire parfaitement incompétente pour juger les propos d'un élu tenus dans sa permanence électorale, en dehors de toute activité d'enseignement. Ces excès de pouvoir répétés, de la part d'un fonctionnaire investi d'un rôle d'arbitre, appellent des réponses dont il sera fait état ultérieurement.

29 novembre 2004

RADIATIONS ELECTRO

## Bruno Gollnisch radié des listes électorales

Le numéro deux du Front national, Bruno Gollnisch, a été radié des listes électorales de Lyon, où il est conseiller municipal, affirme jeudi 2 décembre le quotidien gratuit *20 minutes*. Selon le journal, Bruno Gollnisch se faisait en effet domicilier à l'université Lyon III alors que son domicile réel se trouve à la périphérie de Lyon.

La décision a été prise le 30 septembre dernier par une commission administrative saisie par le préfet. Elle sera valable à partir du 1er mars 2005. Le préfet avait lui-même été saisi par le cercle Marc Bloch [qui compte en tout et pour tout UN membre: l'ahuri denainxxx] , qui lutte contre le négationnisme.

"Je ne sais pas si je vais introduire un recours et c'est le cadet de mes soucis", a réagi Bruno Gollnisch. "Contrairement à ce qu'ont pu dire mes persécuteurs, je suis éligible, trois fois éligible à Lyon, où je suis propriétaire et où je paie l'impôt", a-t-il ajouté. "Si je suis radié dans le 7<sup>e</sup>, je m'inscrirai dans le 8<sup>e</sup>, où j'ai désormais mes bureaux", a-t-il poursuivi.

"Je suis conseiller municipal, conseiller régional", a conclu l'élu du Front National, remarquant que la rumeur avait déjà couru pendant les dernières élections qu'il n'était pas éligible à Lyon, mais que ses adversaires n'avaient pas pour autant déposé de recours devant le Conseil d'État après son élection.

NOUVELOBS.COM | 02.12.04 | 12:53

<http://permanent.nouvelobs.com/politique/20041202.OBS2828.html>

## Interdit d'accès à Lyon III, Bruno Gollnisch dénonce "une décision parfaitement illégale"

LYON (AP) - Bruno Gollnisch, délégué général du Front National et professeur à l'université Lyon III, a estimé "parfaitement illégale" la décision de Guy Lavorel, président de l'université, de l'interdire d'accès à Lyon III à partir de vendredi, jour de la reprise de ses cours, suspendus depuis un mois.

Dans un entretien téléphonique accordé à l'Associated Press depuis le parlement européen, à Bruxelles, M. Gollnisch a déclaré: "Le président de Lyon III cède à la pression. Depuis un mois, il aurait pu prendre des dispositions pour faire interdire l'accès des locaux aux perturbateurs, et non pas à moi, un enseignant qui vient faire son service, celui pour lequel il est payé".

Après une suspension d'un mois, Bruno Gollnisch devait dispenser son premier cours vendredi à 10h. Mais le président de Lyon III a décidé jeudi **d'interdire l'accès** à l'université à Bruno Gollnisch, en raison de "nouvelles menaces de désordre dans les locaux de l'université". "Certaines associations voulaient manifester contre la tenue de ce cours, d'autres voulaient la reprise des enseignements de M. Gollnisch", a fait savoir le service de presse de l'université Lyon III en assurant qu'une solution de remplacement allait être trouvée pour assurer la poursuite des cours. Hippocampe, association étudiante qui lutte contre l'extrême droite, l'UEJF (Union des étudiants juifs de France) et le syndicat UNEF ont appelé à une manifestation vendredi à 12h30 devant les locaux de l'université Lyon III.

"Le préjudice est irréversible pour mes étudiants. Je suis navré pour eux", a poursuivi Bruno Gollnisch, indiquant qu'il allait étudier les modes de recours à sa disposition et envisageait de saisir le tribunal administratif de Lyon selon la procédure de référé (procédure d'urgence). "J'ai enseigné pendant trente ans à l'université, devant un total de 10.000 étudiants. Aucun ne s'est plaint de mon impartialité ou de mes compétences".

"J'estime que ces mesures sont une persécution politique. Les propos que j'ai tenus peuvent être considérés comme convenables ou non, scandaleux à la limite, mais ils ont été tenus dans un cadre politique qui ne concerne en rien mes activités d'enseignant et de chercheur. Je dénie le droit à l'université de les juger". Le délégué général du Front National a enfin indiqué qu'il tiendrait une conférence de presse pour s'exprimer sur ces points, vendredi à 11h30 au local du Front National à Lyon.

AP. 2 décembre 2004, 15h55

< <http://fr.news.yahoo.com/041202/5/460nf.html> >



Conférence de presse du 30 novembre de Bruno Gollnisch.

Dans la première partie, sans doute sa déclaration la plus importante: il annonce entrer en campagne contre la loi Fabius-Gayssot.

En deux parties (format RealPlayer)

< <http://www.frontnational.com/conferencegollnisch1.ram> >

< <http://www.frontnational.com/conferencegollnisch2.ram> >

### **Le tribunal administratif de Lyon n'autorise pas Bruno Gollnisch à retourner à l'Université**

LYON (AP) -- Le tribunal administratif de Lyon a rejeté le recours de Bruno Gollnisch demandant l'annulation de la décision du président de l'université Lyon-III lui interdisant l'accès à l'université dans l'attente de son passage devant le conseil de discipline, a-t-on appris vendredi auprès du greffe du tribunal.

Guy Lavorel, président de Lyon III, avait pris cette décision le 2 décembre dernier afin d'éviter d'éventuels troubles à l'ordre public liés à la présence de l'élu Front national dans l'université où il enseigne le japonais et le droit international. Le tribunal a donc débouté Bruno Gollnisch mardi.

Le député européen avait déjà été suspendu durant un mois de ses cours suite aux propos tenus en octobre sur les chambres à gaz. A l'issue de cette suspension, les associations étudiantes avaient manifesté contre son retour à Lyon III.

AP 17 décembre 2004

< <http://archquo.nouvelobs.com/cgi/articles?ad=societe/20041217.FAP1507.html&host=http://permanent.nouvelobs.com/> >

*Les tribunaux administratifs sont peuplés par des valets de chambre du pouvoir. ils sont à la justice ce que la musique militaire est à la musique.*

-----oooOOO§§§OOOooo-----

EN MAL DE PUBLICITÉ

#### **La connerie se délocalise**

#### **Afin de répondre au négationnisme – déshonneur de l'Université – une prof strasbourgeoise délocalise un cours de droit pénal au camp de concentration du Struthof**

Dans le cadre de l'enseignement du droit pénal spécial qu'elle dispense en maîtrise de droit à la Faculté de droit, de Sciences politiques et de gestion de Strasbourg, Chantal Cutajar organise un cours de droit pénal spécial qui sera délocalisé au camp de concentration du Struthof, en Alsace, le 14 décembre de 9h à 13h. Il portera sur la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et les discriminations.

Cette initiative est prise en réaction aux actes et propos de caractère raciste qui se multiplient et aux prises de positions négationnistes «qui sont le déshonneur de l'Université et exigent des réponses concrètes: le devoir de Mémoire est particulièrement essentiel en Droit», explique Chantal Cutajar. **«Des thèses universitaires révisionnistes remettant en cause l'existence des chambres à gaz et relativisant l'ampleur de la Shoah sont soutenues. [Où ça? Où ça? ]** Ces actions dictées par la haine et le racisme menacent les valeurs d'humanisme, de respect et de tolérance que nous avons en partage et qui fondent nos démocraties».

Garde à vous, fixe.

2 décembre 2004

< [http://www.proche-orient.info/xjournal\\_racism\\_der\\_heure.php3?id\\_article=33203](http://www.proche-orient.info/xjournal_racism_der_heure.php3?id_article=33203) >

## COMMENT ON FABRIQUE DE L'HISTOIRE

Interview de Paul Wolfowitz, ancien ambassadeur en Indonésie et initiateur de la guerre en Iraq. Le journaliste, juif, on s'en doute, lui demande ce que ça lui fait de venir en Pologne, d'où ses parents sont évidemment partis. Pas grand chose dit-il. Il n'est pas du genre "mémoire lacrymale". Il s'occupe de l'avenir qu'il entend accoucher par la guerre. Mais il ajoute:

And it was just an unmitigated pleasure to sit in this lovely Warsaw apartment on a beautiful fall day with the sun coming through the window and talk to Jan Nowak, who is the hero who brought news of the Holocaust to Britain and America. And to think that neither of us would have dreamed as recently as 20 years ago that he would ever live in a free Warsaw.

**RS** - Do you think the Holocaust still colours America's attitude to the middle east and Israel?

**PW** - What Saddam did in Iraq was certainly genocide - not as systematic as Hitler's, not as fundamentally racist as Hitler's, but absolutely horrible. And for various reasons, the world looked the other way. Jan Nowak made an observation about this: when he went back later to the archives and saw the notes of his conversations in London and Washington in the early 1940s, the subject of the extermination of Jews wasn't mentioned, even though he had emphasised it. I said, "What do you attribute it to?" He replied, "wartime inconvenience."

*Voilà le tableau. Ce Nowak, moins connu que Karski, courrier de la résistance polonaise durant la guerre, a donc rencontré des dirigeants anglais et américains. Il prétend maintenant qu'il leur a parlé de l'horrible génocide des juifs qui avait lieu à ce moment-là, dit-on maintenant. Mais quand il va voir aux archives le compte-rendu de ses conversations, il voit qu'il n'y avait pas un mot sur le sujet. Étrange, non? C'est la même chose pour les prétendus compte rendu que le baron suédois von Otter aurait rédigé à l'intention de son ministère après avoir eu des conversations avec Gerstein, en Allemagne, pendant la guerre. Le ministère n'en n'a pas de trace. Ce Nowak prétend donc, contre toute raison, que de mystérieux inconnus auraient purgé le compte rendu de ses conversations. La chose apparaît comme très hautement improbable et comme défiant toute logique. Le compte-rendu, réalisé par un sous-fifre, est à usage interne de l'administration. Un sous-fifre ne prend pas sur lui de modifier le compte-rendu. Non, ce Nowak est du genre mythomane qui ne peut pas avouer, aujourd'hui, dans le contexte néo-zolocaustique, qu'il s'est rendu à Londres et à Washington et qu'il n'avait rien à dire sur le sort de ses "compatriotes" juifs. C'est pourtant ça, la vérité qui ressort de l'examen des archives. Tirez-en les conséquences que vous voudrez.*

< <http://www.frontpagemag.com/Articles/ReadArticle.asp?ID=16065> >

## ON LEUR AVAIT BIEN DIT

**Cet hiver osez le négationnisme!**  
**(Si ça ne vous va pas, essayez-le aux autres...)**

Par **Schlomoh Brodowicz** pour Guysen Israël News (une agence ultra-sioniste sanguinaire)

La bonne nouvelle est arrivée en même temps que le Beaujolais. Elle a aussi poussé – miracle! – sur une vigne du même terroir. Le négationnisme n'est plus l'apanage d'une élite d'âmes bien nées ni d'un cercle d'initiés. Le droit au négationnisme est ouvert à tous! Oscar Wilde avait décidément raison de dire que le progrès c'est la réalisation des utopies.

Jusque très récemment, le négationnisme apparaissait comme le pré carré de quelques surdoués aux dispositions mentales et aux parcours bien cernés. On devait être anarchiste libertaire et ancien déporté comme Rassinier ou à la rigueur chercheur au CNRS comme Thion. La voie royale étant tout de même l'appartenance à un certain gotha du corps professoral de l'Université de Lyon III comme les Faurisson, Notin et autres Gollnish.

Mais ce temps est révolu. Sachez chers lecteurs que le cursus s'est désormais gaillardement raccourci. (C'est d'ailleurs très "tendance": les grands couturiers eux-mêmes conçoivent désormais des lignes de vêtements qu'ils commercialisent pour la commune des mortelles.) Car dernièrement en effet, un journaliste qui lors d'une réunion à France Télévision – où il avait réussi à pénétrer en

trompant la vigilance des cerbères de service – s'obstinait compulsivement à questionner la direction de l'Information de France 2 sur une grederie qui risque de faire date dans l'histoire, pourtant déjà bien encombrée, du bidonnage médiatique, s'est entendu dire par la digne madame Chabot qu'elle n'entendait pas discuter... avec les négationnistes. Voilà que désormais s'ouvre un champ lexical que le plus hardi des Immortels du quai Conti n'avait pas osé entrevoir. Car à défaut d'être tous des Juifs allemands, nous pouvons désormais être ou avoir été – car les deux ne sont désormais plus incompatibles – des négationnistes.

C'est toute une histoire qui est ainsi à réviser. (En fait, à réviser.) Sans remonter au "Père de tous les négationnistes", Abraham, lequel, devant l'humanité entière, niait aux petites statues de bois le pouvoir de faire la pluie et le beau temps, on peut identifier Galilée qui niait devant l'Église le fait que la terre pût être plate. Albert Einstein en était un autre qui niait la théorie quantique et le fait que D-ieu puisse "jouer aux dés".

Adolf Eichmann était-il négationniste? Débat délicat s'il en fut: il ne niait pas avoir été le grand architecte de la déportation, mais niait en revanche sa responsabilité dans l'extermination des déportés? Allez, va pour négationniste. Plus près de nous, les partisans du candidat d'opposition aux élections en Ukraine nient la victoire de l'ex-président lequel nie à son tour s'être rendu coupable de fraudes. Cherchez le négationniste! Surveillez vos enfants: en disant "c'est pas moi m'sieur c'est l'autre!" dans une cour de récréation, ils peuvent s'engager par une telle dénégation sur une voie aussi pentue qu'hasardeuse dont seul le Créateur connaît le funeste aboutissement.

Le sport cette noble discipline n'est pas à l'abri. Un joueur qui nie une faute sifflée par l'arbitre à toutes les chances d'intégrer la caste infâme. Certains l'ont d'ailleurs bien compris. Avez-vous remarqué comment tous ceux et celles qui s'entendent demander par M. le maire "acceptez-vous de prendre pour épou(x) (se), Monsieur, Madame un(e) tel(le)" répondent invariablement oui et jamais non? Pas fous!

Et pour terminer, une devinette: les amis de ceux qui nient avoir nié avoir dit non à ceux qui nient être les ennemis des amis de ceux qui nient nier être nos amis, sont-ils nos amis?

29 novembre 2004

< <http://www.guvsen.com/articles.php?sid=2921> >

S'ILS AVAIENT RAISON

## Holocaust or Hoax? The Arguments

by Jürgen Graf

WHAT IF THE REVISIONISTS ARE RIGHT?

Let's just assume that the official "truth" on the Holocaust is a lie, and that the revisionists are right. The result would be a recognition that there was indeed a PERSECUTION OF JEWS under the Third Reich, but no deliberate EXTERMINATION OF JEWS; that the gas chambers and gas vans were an invention of atrocity propaganda, just like the children with their hands chopped off during the First World War; that not five to six million, but less than one million Jews died in the areas under German control; that of these Jewish victims, only a small percentage were killed, while the rest died chiefly of epidemics and deprivation in the camps and ghettos. What would be the result of this revelation? They are easy to imagine:

- a worldwide wave of anti-Jewish feeling;
- a wave of nationalism in Germany: politicians, intellectuals, historians and journalists would be held up to contempt by their own people;
- the renewed possibility of an objective, factual discussion of National Socialism. We might, as a result, even be able to borrow some of their constructive measures in dealing with the problems of unemployment, the declining birth rate, and wide-spread drug addiction;
- nationalism, in the sense of a true representation of national interests and a defence of the national identity, would regain its legitimacy. The Germans could again say, without shame, "Germany for the Germans!" The French could again say, without shame, "France for the French!". The psychological and political factors which have enabled mass invasion from the Third World, would disappear;

— the rulers and manipulators of public opinion would be discredited, not only in Germany, but throughout the West. People would ask themselves why this whole charade had to be propped up with censorship and brute force for so many decades, and in whose interests. Trust in the ruling cliques would be seriously shaken -- at a time of serious social and economic crisis to which the "democracies" have no answer.

We see that a general realization that Holocaust is a lie would have devastating implications, not only for international Jewry and the state of Israel, but for the political and intellectual ruling cliques of the entire Western world -- particularly in Germany! The result would be an re-evaluation of all values, to borrow a term from Friedrich Nietzsche. Everything would be different. Everything would have to re-examined.

## WHAT REALLY HAPPENED?

Prior to 1941: The Reichs Government demands Jewish emigration

The Jewish policies of the NSDAP, from the very outset, aimed at continually reducing Jewish influence in Germany and at encouraging as many German Jews to emigrate as possible. This initial objective was pursued from 1933 onwards by means of numerous laws and decrees which limited the number of Jews among lawyers, doctors, etc. by means of quotas, and which restricted the economic and political rights of the Jews. This continued, until at least 1938, practically without violence; until the Night of Broken Glass<sup>4</sup>, not one Jew was ever sent to a camp just for being a Jew. If Jews were sent to camps, it was for militant anti-governmental political activity or for common crimes<sup>5</sup>.

To encourage Jewish emigration, the National Socialists worked closely with Zionist organizations, which were interested in encouraging the emigration to Palestine of as many Jews as possible. This National Socialist-Zionist cooperation has been fully documented by several authors<sup>6</sup>, and to our knowledge is not disputed by anyone.

Since the British mandate over Palestine effectively prevented Jewish immigration of Jews to that country, Jewish emigration took place very slowly; the majority of German Jews preferred other immigration countries, particularly the USA. But the USA also placed obstacles in the path of Jewish immigration<sup>7</sup>.

By 1941, however, the great majority of German and Austrian Jews had gone into exile.

After 1941: Mass deportation to camps and ghettos

In 1941, Jewish emigration was officially prohibited. This prohibition was not, however, consistently implemented in practice. The deportation of Jews to work camps and ghettos began in 1941. This occurred for two reasons in particular: first, the Germans needed their labour, since a majority of German men were at the front. Secondly, the Jews indisputably represented a security risk. The Jew Arno Lustiger, a former resistance fighter and survivor of several camps, has proudly boasted that Jews represented 15% of all active resistance, yet the percentage of Jews in the French population at that time was no more than 1%. The Communist "Red Orchestra" espionage organization, which did caused Germany enormous harm, was made up mostly of Jews<sup>8</sup>.

Other states have interned suspicious minorities with far less justification: thus, in the USA, all persons of Japanese ancestry, even those with American passports, were interned in camps<sup>9</sup>. This was

---

<sup>4</sup> On the Night of Broken Glass, see, as standard work of the orthodox historiography, H. Graml's *Der 9 November 1938. 'Reichskristallnacht'*, Bonn, 1958, and as the revisionist depiction, see Ingrid Weckert's *Feuerzeichen* (Grabert, 1981).

<sup>5</sup> That no Jew was deported to a concentration camp during the early years of the NS regime, is confirmed by an unimpeachable source, namely the Jewish professor Arno Mayer (*Der Krieg as Kreuzzug*, Rowohlt, 1989, p. 200).

<sup>6</sup> The two standard works on the National Socialist-Zionist cooperation are Edwin Black's *The Transfer Agreement* (New York/London, 1994), as well as Francis Nicosias' *Hitler und der Zionismus* (Druffel, Leoni, 1989). A short summary of the important factors is given by Ingrid Weckert in *Auswanderung der Juden aus dem Dritten Reich* (Nordwind Verlag, Molevej 12, Kollund/DK). Heinz Hoehne also discusses the topic in his standard work on the SS (*Der Orden unter dem Totenkopf*, Gondrom, 1990).

<sup>7</sup> In this regard, compare Ingrid Weckert, *Auswanderung...*

<sup>8</sup> On the "Red Orchestra", see for example, Gerd Sudholt, *Das Geheimnis der Roten Kapelle*, Druffel, Leoni, 1979.

<sup>9</sup> *Historische Tatsachen*, no. 41.

done even though there was never a single case of espionage or subversion by Japanese-Americans, as admitted by Ronald Reagan decades later.

The Jews in individual German-ruled countries suffered from the deportation to a widely varying extent. Disproportionately hard-hit were the Dutch Jews, of whom more than two thirds were deported. On the other hand, according to Serge Klarsfeld, only 75,721 Jews were deported from France. This corresponds to approximately one fifth of the total Jewish population at that time<sup>10</sup>; of these, a great many were deported, not on the grounds of their religion or race, but for being resistance fighters or criminals. This often led to deportation for non-Jews as well.

#### The death rate in the camps and its causes

The death rate in the camps was extremely high most of the time. A majority of these fatalities were due to disease. The most dangerous of these was epidemic typhus, a disease carried by lice. The insecticide Zyklon B, together with other products, was used to combat lice.

In Auschwitz, the largest concentration camp -- the term "extermination camp" is not the correct expression -- epidemic typhus was especially dangerous in late summer and autumn. The epidemic reached its climax between 7-11 September 1942, with an average of 375 inmate deaths a day. By the first half of January 1943, the Germans succeeded in reducing the death rate to 107 a day; but by mid-May, it rose again to 298 fatalities a day<sup>11</sup> (9).

In the Western camps, the worst period was during the final phase of the war, when mass deaths from epidemic disease claimed tens of thousands of victims. At the same time, the German infrastructure totally collapsed as a result of Allied terror bombing, leading to shortages in the camps of medications, food, housing, and everything else. In his memoirs, Chuck Yeager, the first pilot to break the sound barrier, describes how his squadron had orders to shoot at everything that moved<sup>12</sup> :

"Germany could not so easily be divided into innocent civilians and guilty soldiers. After all, the farmer on his potato patch was feeding German soldiers."

This means that the resulting starvation was deliberately created by the Allies through their cruel and illegal mass terror bombings; these same Allies then hypocritically set themselves up as judges over the defeated enemy for failing to supply enough food to concentration camp inmates!

Particularly horrible conditions, including thousands of unburied bodies and living skeletons, were found in April 1945 by the British at Bergen-Belsen. These photographs are kept constantly before the public eye in ceaseless propaganda campaigns to this very day. What are the facts?

Belsen Camp commander Josef Kramer repeatedly and vehemently protested to his superiors that new inmates were constantly being sent to the hopelessly overcrowded camp of Belsen; his protests went unheard. Instead of simply abandoning the inmates in the Eastern camps to the Soviets, the National Socialists evacuated them to the West and allocated them among the Western camps to prevent their manpower from falling into the hands of the Soviets. Since the railways had been almost entirely destroyed, the evacuation process often lasted weeks; many inmates died en route from the bitter cold winter weather. In the camps which were compelled to receive the remainder, conditions worsened by the day.

Kramer's protests went unheard. In Belsen, typhus and dysentery spread everywhere, and food shortages became acute.

What should Kramer have done? Release the inmates to spread epidemics among the civilian population? Who would have fed them then if he had? Should he have released dangerous criminals -- who were imprisoned together with other inmates interned for political and racial reasons -- to prey upon the population? Kramer decided to wait it out. He could have attempted to escape to South America with money stolen from the prisoners, but he trusted to British "fair play". He was to pay dearly for his naivete. Branded as "The Beast of Belsen" in the Allied press, he was executed after a legal farce<sup>13</sup>.

Disproportionately great numbers of victims died in the last months of the war in the other camps as well. At Dachau, a total of 15,389 people died between January and April 1945, i.e., more

---

<sup>10</sup> Serge Klarsfeld, *Le Mémorial de la Déportation des Juifs de France*, Beate Klarsfeld Foundation, Brussels/New York, 1982.

<sup>11</sup> ) On the mortality figures in Auschwitz, see Jean-Claude Pressac, *Die Krematorien von Auschwitz*, Piper, 1994, p. 193.

<sup>12</sup> Chuck Yeager, *Yeager: An Autobiography*, Bantam Books, New York, 1985, p. 79.

<sup>13</sup> On Bergen-Belsen and Josef Kramer, see *Journal of Historical Review*, Post Office Box 2739, New Port Beach, CA, USA, spring 1995, as well as Robert Lenski, *Der Holocaust vor Gericht*, Samisdat Publishers, Toronto, Canada, 1993, p. 197, ff.

deaths in 3 months than in 5 years of war -- 12,060 inmate deaths from 1940 to 1944. Another 2,000 died even after the liberation of Dachau by the Americans<sup>14</sup>.

Since the Holocaust, i.e., the planned extermination of the Jews, is supposed to have stopped in the autumn of 1944<sup>15</sup> (13), the mass deaths in the camps in 1945 prove nothing with regards to any "mass extermination". The mass deaths depicted in photographs were the tragic, but inevitable, result of the German collapse, and had nothing to do with any planned genocide -- quite in contrast to the Allied bombing war against the German (and Japanese) civilian population. The destruction of one small city like Pforzheim alone, shortly before the end of the war, caused 17,000 deaths<sup>16</sup>. More people died in Pforzheim in one February evening in 1945 -- most of them burnt alive -- than in Dachau in 9 years, from late 1933 to late 1944.

Of course, Jews died outside the concentration camps as well. According to one Jewish source, a total of 43,411 people died in the ghetto of Lodz between the autumn of 1939 and the autumn of 1944. There were 26,950 recorded fatalities in the Warsaw ghetto even before the outbreak of the uprising (spring 1943)<sup>17</sup>. Some of these people, of course, would have died of natural causes (for example, old age) in any case. Other Jews died in combat or during the evacuation.

#### Mass shootings on the Eastern front

Finally, it would never occur to any revisionist to dispute that many Jews were shot on the Eastern front. But what exactly is meant by the word "many"? 20,000? 50,000? 100,000?. We do not know, due to the absence of reliable source material. (The Einsatzgruppen reports, which are supposed to prove that millions of murders were committed on the Eastern front, will be discussed below.) These shootings were the inevitable reaction to the murderous, illegal partisan war unleashed by the Soviets behind the German lines. The Germans reacted exactly like the French in Algeria, the Americans in Viet Nam, and the Soviets in Afghanistan: with ruthless brutality, causing many deaths among the civilian population. Of course, partisans were executed (which is permitted by international law); of course, there were also frequent shootings of hostages, involving many more Jews than non-Jews. Many other Jews were killed as "suspected Bolsheviks", even if they were neither partisans nor hostages -- exactly as the Americans, decades later, bombarded "Viet-Cong suspected zones" with napalm, slaughtering innumerable harmless civilians with bestial cruelty in the process.

In the USSR as elsewhere, the Jewish percentage of armed partisans far exceeded their percentage share of the population; this fact is stressed with pride in Jewish literature<sup>18</sup>. The reason why Jews in the German occupied areas of the Soviet Union suffered so many deaths was partisan warfare, not racial murder.

To sum up: Jews did indeed suffer severely during the Second World War and did indeed endure heavy losses. But people suffer and die in every war. The 250,000 people burnt alive or crushed under the rubble of Dresden in a single night suffered too; so did the hundreds of thousands of starving Russians in Stalingrad, or the 180,000 Poles who died in the crushing of the uprising of the Warsaw ghetto. Concentration camp inmates were not the only people who suffered; German and Russian soldiers at the front suffered, too.

Is Jewish suffering during WWII "unique"? Are the percentage losses of the Jews far higher than those of the other peoples especially hard hit by the war? In order to answer these questions, we must now turn to the proof for the alleged "Holocaust".

The book is coming out shortly! Approximately 350 pages, coloured illustrations. Please order now via e-mail: [chp@vho.org](mailto:chp@vho.org)

#### CHAPTER IV

< <http://www.ety.com/HRP/booksonline/graf/chap1.htm> >

---

<sup>14</sup> On the Dachau mortality statistics, see Paul Berben, *Dachau, The Official History*, The Norfolk Press, London, 1975.

<sup>15</sup> According to the *Enzyklopaedie des Holocaust* (p. 118), the gassings at Auschwitz were stopped in October 1944.

<sup>16</sup> Erich Kern, *Verbrechen am deutschen Volk*, K.W. Schuetz, 1983, p 150/151.

<sup>17</sup> *Historische Tatsachen*, no. 36.

<sup>18</sup> Compare the description in the *Enzyklopaedie des Holocaust*, p. 1584 ff.

## BÛCHERS

*Le Figaro* du 28 octobre [2004] publie un article de Serge Pueyo sur un fait divers, l'assassinat de la famille Flagtif en Haute-Savoie. "Les restes calcinés de (deux adultes et trois enfants) avaient été retrouvés dans la forêt du Mont, au-dessus de Thômes." On note ceci, plus loin: "Des experts ont déjà conclu que D. Hotyat (l'assassin présumé) avait au moins menti sur un point: il n'a pas pu carboniser les cinq corps avec les quantités de carburant qu'il dit avoir utilisées: en fait, un véritable bûcher constitué de près de 900 Kg de bois aurait été nécessaire à cette crémation."

Est-ce toutes les forêts de Pologne auraient suffi pour les bûchers d'Auschwitz, bûchers par ailleurs invisibles sur les photos aériennes d'époque?

Il ne s'agit plus de vaches folles, mais d'êtres humains, trois enfants, 6, 9 et 10 ans, la femme et le père, massif (95 Kg). Faites les multiplications et comptez le nombre de Polognes boisées nécessaire à l'incinération de tant de millions de présumées victimes? Faites-vous confirmer par des brahmanes de Bénarès. En négligeant le bois de santal.

## LES BONS COMPTES

Jérusalem (AP) - Yad Vashem, le musée de l'holocauste, lance lundi un site Web qui donnera accès aux usagers d'Internet à des informations biographiques sur quelque trois millions de juifs victimes des nazis et de leurs collaborateurs. Soit la base de données la plus importante disponible sur ce thème.

Le site a numérisé le travail de recherches et de compilation d'informations sur les victimes de l'holocauste effectués au Centre de Yad Vashem pendant cinquante ans.

"Yad Vashem s'est donné pour tâche de retrouver les noms des victimes juives et de préserver leur mémoire. C'est le devoir moral du peuple juif, notre manière de rendre hommage aux victimes", peut-on lire dans un message d'introduction sur ce site Web.

Il y a dix ans, 1.500 personnes ont commencé à travailler pour informatiser les informations rassemblées, explique Esti Yaari, responsable de la presse à Yad Vashem. Avant de passer un an à mettre ces données sur Internet, tout en effectuant de nouvelles recherches. A terme, Yad Vashem, qui poursuit ce travail de fourmi, compte avoir obtenu des données biographiques sur la totalité des six millions de juifs victimes du nazisme.

A près de trois millions d'exemplaires, ce sont donc plusieurs informations modestes mais cruciales qui s'égrènent comme une terrible litanie: lieu de naissance, statut familial, nom de jeune fille, lieu du décès. AP

Sur le Net: < <http://www.yadvashem.org> >

*Yad Vashem travaille depuis 1945 à rassembler des données sur les "victimes de l'Holocauste" et trouve, après 60 ans d'efforts, richement subventionnés, que le nombre total de personnes que ces durs labeurs permettent d'identifier est de trois millions de personnes. L'idée qu'un jour on trouvera l'identité de trois autres millions est évidemment une énorme béquille apportée au chiffre mythique de 6 millions. Il est temps pour tout le monde de se rendre à l'évidence, et de prendre en compte l'aveu forcé de Yad Vashem: **La tragédie de la seconde guerre mondiale a fait trois millions de victimes juives.** Point final. Tout le reste est pur baratin.*

## PRISONNIER A SION

Il fallait le faire.

Le révisionniste suisse René-Louis Berclaz avait fini par se livrer aux autorités diplomatiques suisses de Bucarest le vendredi 26 novembre 2004, comme nous l'avions indiqué le mois dernier. Lundi 6 décembre, il a été transféré à la prison de Sion (canton du Valais). Depuis son incarcération, il subit un régime de réclusion (en cellule 23h sur 24), alors qu'il devrait être astreint à un régime de détention simple (dit "emprisonnement").

Voici l'adresse actuelle de la prison où il est détenu et où l'on peut lui écrire des cartes de soutien, de sympathie et d'encouragement:

Monsieur René-Louis BERCLAZ  
Prison des Iles  
Case postale 1080  
CH-1951 SION, Suisse.

## PRISONNIER A YPRES

Après sept années de persécutions policières et judiciaires en Belgique, en Hollande et en Allemagne, l'éditeur révisionniste Siegfried Verbeke (63 ans) a été arrêté dans sa boutique de Courtrai le 27 novembre 2004 sur ordre d'un mandat d'arrêt allemand. L'éditeur S. Verbeke est bien connu des révisionnistes: en 1983 il fondait le VHO (Vrij Historisch Onderzoek - Libre recherche historique) consacré principalement à la diffusion des travaux révisionnistes en français, en néerlandais, en allemand et en anglais. En 1996 il favorisait la création d'une antenne en langue allemande dirigée par l'ingénieur chimiste allemand Germar Rudolf qui, exilé aux États-Unis, dirige depuis 1997 sous ce nom de "VHO" l'un des plus importants sites révisionnistes mondiaux: [www.vho.org](http://www.vho.org). Devant l'importance et la densité des activités de Siegfried Verbeke, ce dernier devenait la cible du gouvernement belge et l'objet de nombreuses perquisitions par la police.

En 1998, à l'initiative du Conseil central des juifs présidé alors par Ignatz Bubis, une procédure criminelle était lancée par le parquet de Francfort (Allemagne) contre S. Verbeke qui avait envoyé à plusieurs dizaines de milliers d'adresses en Allemagne une brochure, datée 1er octobre 1997, intitulée "Antwort auf die Goldhagen- und Spielberglügen" (Réponse aux mensonges de Goldhagen et de Spielberg). Le tribunal de Munich devait ordonner la confiscation et la destruction de cette brochure.

Aux Pays-Bas cette fois, S. Verbeke était condamné par la Cour d'appel d'Amsterdam le 27 avril 2000 pour avoir diffusé l'étude du professeur Faurisson sur le "Journal d'Anne Frank".

Le 12 février 2002 les autorités belges interdisaient le VHO et en confisquaient la boîte postale; S. Verbeke était mis en garde à vue pendant 24 heures et longuement interrogé; dans les mois qui suivirent, ses locaux étaient l'objet de nombreuses "visites" de la police belge, ce qui ne l'empêchait pas de poursuivre son activité.

Le 9 septembre 2003, il était condamné à un an de prison avec sursis par le tribunal correctionnel d'Anvers pour distribution de matériel "minimisant le génocide nazi pratiqué contre les juifs" et privé de ses droits civils pour dix ans.

Le mandat d'arrêt allemand qui vient de lui être délivré devrait, en vertu des nouvelles dispositions de l'Union européenne, être automatiquement exécutoire dans tous les pays membres de la Communauté; il devrait permettre l'extradition de S. Verbeke vers l'Allemagne où il serait traduit devant un tribunal et passible de cinq années d'emprisonnement.

*Le 12 décembre S. Verbeke a été relâché. Les raisons données à cet élargissement par les milieux révisionnistes sont confuses et contradictoires. Certains avancent que le délit de révisionnisme étant puni aussi en Belgique, la demande allemande n'aurait pas d'opportunité. Mais en réalité il n'existe pas de délit proprement révisionniste dans le droit allemand. Le mandat d'arrêt européen lancé par un procureur allemand vise un délit commis en Allemagne, dont la justice belge ne peut pas se saisir. Dans l'attente d'en savoir les véritables raisons, nous nous félicitons de voir notre ami Verbeke sortir de la prison d'Ypres, une ville rendue célèbre en 1915 quand les premiers essais d'usage des gaz de combats eut lieu, sur le front, qui passait par là. Le fantasme des chambres à gaz doit beaucoup à cette première expérience en grandeur nature.*

COMMENT LE SERVICE PUBLIC DE LA RADIO INTOXIQUE LES AUDITEURS-CONTRIBUABLES.

## **Le Nazisme, espèce protégée des négationnistes?**

Les historiens définissent comme **négationnisme** toute action visant à banaliser, sous-estimer ou nier les exactions commises par les nazis durant la Seconde Guerre mondiale. Le **révisionnisme** est le terme choisi par les négationnistes qui voudraient ainsi lui donner une consonance pseudo-scientifique. **Le négationnisme ne constitue nullement une autre vision de l'histoire mais bien une idéologie falsificatrice visant à occulter une des pages les plus sombres de notre histoire. Il ne peut donc pas y avoir débat.**



Au lieu de **Révisionnisme**, il est donc préférable de parler de **négationnisme**, de **négationnistes** voire de **négateurs**. Credo ressassé des négationnistes: le génocide perpétré à l'encontre des Juifs par le régime nazi durant la Seconde Guerre mondiale est une escroquerie, **un mensonge historique, la plus tragique et la plus macabre imposture de tous les temps** comme l'a écrit l'un des plus virulents négationnistes français aujourd'hui disparu, Paul Rassinier (1906-1967), une invention pure et simple résultant d'un **complot juif international** (Lire **Les protocoles des Sages de Sion**) afin de légitimer l'existence de l'état d'Israël et son droit à exiger des réparations de l'Allemagne.

La thèse du complot juif n'est pas nouvelle dans le monde occidental mais, cette fois, avec la Seconde Guerre mondiale, la **guerre froide** qui lui a succédé, puis le conflit israélo-palestinien, **l'antisémitisme** a pris une toute autre dimension. L'exemple le plus frappant consiste à nier l'existence des **chambres à gaz** dans un premier temps, à considérer ensuite qu'il s'agit d'une invention d'après guerre, puis à admettre finalement leur réalité mais en précisant que leur fonction était de ...lutter contre le **typhus**. Ainsi, selon les négationnistes, **seuls les poux ont été gazés à Auschwitz**.

Autre argument des négationnistes: la **solution finale** n'est rien d'autre que l'éloignement des Juifs vers l'est. Et d'ailleurs **jamais les moyens techniques employés entre 1933 et 1945 n'auraient permis de faire passer de vie à trépas six millions d'hommes, femmes et enfants**, tel est l'argument fréquemment rebattu par les négateurs (Cf: la lettre ouverte de Léon Degrelle, chef des Rexistes belges à Jean Paul II en 1979).

Pas plus que les autres, cet argument ne tient tant les ressources de la barbarie humaine semblent inépuisables. A titre d'exemple, la seule famine, durant la guerre du **Biafra** (1967-70), occasionna près de **deux millions de morts** parmi les populations civiles... Bilan de **trois mois** de génocide au Rwanda en 1994: 1 million de morts chez les Tutsis... Nettoyage ethnique en ex-Yougoslavie: probablement 200 000 morts. 10.000 disparus dans l'enclave musulmane de Srebrenica. Faut-il encore citer tous les goulags, le Kosovo, les Khmers rouges, évoquer la Tchétchénie, le Darfour?

Une tendance actuelle du négationnisme vise à **minimiser le chiffre** des victimes du Nazisme. Le coup d'envoi a été donné par les **Soviétiques** qui pour des raisons politiques, après avoir exagéré le chiffre de leurs victimes, avaient revu ce chiffre à la baisse. [?????] Une brèche séduisante dans laquelle se sont glissés les négationnistes de tous poils.

En fait, comment serait-il possible d'établir un bilan précis de ces millions d'âmes, ces familles entières qui, dans les crématoires ont disparu sans laisser la moindre trace? Ces pays - à l'exemple de la Pologne - scientifiquement et obstinément dépeuplés au nom de la race? Que sait-on encore aujourd'hui de tous ces Juifs d'Europe dont 1 sur 2 serait mort en déportation? De ces Tziganes disparus sur lesquels nous possédons si peu de chiffres fiables?

La prodigieuse [??????] organisation du III<sup>e</sup> Reich ne manqua pas d'effacer, au fur et à mesure que les troupes alliées progressaient, le plus petit indice qui pourrait trahir la plus grande et la plus infamante tragédie de notre civilisation. Dans le même sens, il n'existe aucune trace de la volonté d'Adolf Hitler d'exterminer les Juifs. Pour toutes ces raisons, les **nazis** seraient les premiers négationnistes.

Curieuse filiation en tout cas qui ne rebute nullement certains prétendus **intellectuels** qui voudraient apporter de vaines réponses à des questions sans objet.

### **Que dit la loi Gayssot?**

La loi du 13 juillet 1990 dite **Loi Gayssot** porte modifications de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la Presse et notamment à l'Art. 9. Il est inséré, après l'article 24, un article 24 bis ainsi rédigé:

"Art. 24 bis. - Seront punis des peines prévues par le sixième alinéa de l'article 24 ceux qui auront contesté, par un des moyens énoncés à l'article 23, l'existence d'un ou plusieurs crimes contre l'humanité tels qu'ils sont définis par l'article 6 du statut du tribunal militaire international annexé à l'accord de Londres du 8 août 1945 et qui ont été commis soit par les membres d'une organisation déclarée criminelle en application de l'article 9 dudit statut, soit par une personne reconnue coupable de tels crimes par une juridiction française ou internationale.

**Articles 6 b et 6 c** des statuts du Tribunal militaire international, adoptés par les Alliés lors des Accords de Londres du 8 août 1945 portant sur la définition des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité:

**Crimes de guerre:** C'est-à-dire les violations des lois et coutumes de la guerre. Ces violations comprennent, sans y être limitées, l'assassinat, les mauvais traitements ou la déportation pour des travaux forcés, ou pour tout autre but, des populations civiles dans les territoires occupés, l'assassinat ou les mauvais traitements de prisonniers de guerre ou des personnes en mer, l'exécution des otages, le pillage des biens publics ou privés, la destruction sans motif des villes et des villages ou la dévastation que ne justifient pas les exigences militaires.

**Crimes contre l'humanité:** C'est-à-dire l'assassinat, l'extermination, la réduction en esclavage, la déportation et tout acte inhumain commis contre toutes les populations civiles, avant ou pendant la guerre, ou bien les persécutions pour des motifs politiques, raciaux ou religieux.

Si, en France, il y a prescription au bout de trente ans pour les **crimes de guerre**, la loi du 26 décembre 1964 a décrété **imprescriptibles** les **crimes contre l'Humanité**.

19 octobre 2004

< <http://www.radiofrance.fr/rf/evenements/memoire/index.php?rid=55000064&aid=55000119&formtype=dossier> >

Y a du son:

Extrait du journal de Johann Paul Kremer, médecin SS à Auschwitz, en date du 18 octobre 1942. (Extraits du CD audio **Le Négationnisme** produit par Frémeaux & Associés).

Témoignage d'archives (Mars 2000) d'Anita Lasker Wallfisch et Haïm Vidal Sephiha commentant les vitrines du camp d'Auschwitz. (Extraits du CD audio **Le Négationnisme** produit par Frémeaux & Associés).

Évocation dans un journal de France Inter du procès perdu de Robert Faurisson contre la revue *Le Monde Juif*. Interview de Marie-Christine Vallet de France Culture. C'est Gérard Courchelle qui présente le journal. (Document **Le Négationnisme** publié aux Editions Frémeaux & Associés)

*Wellers, ce pauvre con, était de bonne foi... A écouter pour mesurer la vanité de ce pauvre Jouanneau qui a fini par pleurer qu'il ne voulait plus se mêler de tout ça...*

# PARUTIONS

§==== **Des films** qui évoquent la conférence de Wannsee: George Robinson < [grcomm@grcomm.cnc.net](mailto:grcomm@grcomm.cnc.net) > is only aware of three films on the Conference:

— a 1984 German telefilm by Heinz Schirk, "Der Wansseekonferenz," which is quite good and available on VHS in the US;

— a 1992 Dutch TV documentary with the same title, which has not, to my knowledge, been shown in the US;

— and "Conspiracy," a 2001 telefilm from HBO, with Kenneth Branagh as Heydrich, directed by Frank Pierson, which is suprisingly good, although Stanley Tucci is woefully wrong as Eichmann.

§==== **Qui, à Gênes, a aidé des criminels nazis à s'enfuir** se demandait tantôt le journal *Le Monde*. Réponse dans un dossier du journal *Il secolo XIX* (en italien); dossier accessible à

< <http://www.thule-italia.com/SecoloXIX/NazistiGenova.html> >

§==== **La quasi-totalité** des fabricants d'imprimantes laser couleur (dont Xerox) impriment le numéro de série de l'imprimante sur TOUTES les pages produites, de manière presque invisible, autorisant ainsi l'identification du «producteur» par la police.

Selon l'article cité, RIEN dans les manuels utilisateurs ne signale ce fait.

<

[http://story.news.yahoo.com/news?tmpl=story&cid=1093&e=4&u=/pcworld/20041122/tc\\_pcworld/118664](http://story.news.yahoo.com/news?tmpl=story&cid=1093&e=4&u=/pcworld/20041122/tc_pcworld/118664)>

§==== **Les mauvaises herbes** repoussent toujours, et vous annoncent l'ouverture du site <[aredam.net](http://aredam.net)> consacré à la demande de justice de Daniel Milan.

§==== **L'Allemagne en procès.** Auteur: Norman G Finkelstein. Éditions: Albin Michel, 185 p. Une critique de la thèse controversée de l'historien D. J. Goldhagen, qui avait accusé le peuple allemand tout entier d'avoir été complice du génocide juif. Une réponse point par point à cette généralisation outrancière. Nous avons ce texte dans l'original anglais depuis plusieurs années.

§=== **Nous avons des relations.** **Saint THION**, *Theodulphus*, abbé de Saint-Thierri, est honoré le 1<sup>er</sup> mai, depuis bien avant la Fête du Travail.

< [http://www.e-prenoms.com/t/the\\_b.htm](http://www.e-prenoms.com/t/the_b.htm) >

§==== "**Les démonstrations** pacifistes et antilaïcistes, estampillées à gauche, ont toutes été ponctuées de slogans antijuifs qui jusqu'ici restaient l'apanage des seuls nostalgiques du III<sup>e</sup> Reich. Par effet de retour, lorsque Bruno Gollnisch, aspirant à la succession de Jean-Marie Le Pen, tient depuis l'extrême droite des propos non défavorables au négationnisme, c'est en sachant que de pareilles abjections sont devenues audibles à des secteurs entiers de la société française du fait de la nouvelle légitimation des thèmes antijuifs par une partie des progressistes. Gollnisch pérore dans un espace qui a été réouvert par les progressistes, au même moment où le site islamo-gauchiste français Quibla.net met en exergue, pour soutenir les Palestiniens, une figure connue du négationnisme, Serge Thion. **La nouvelle judéophobie profite-t-elle d'une alliance entre progressistes et islamistes?**"

C'est publié dans la *Libre Belgique* du 15 décembre et signé d'un prudent pseudo, Simon de Corte.

< [http://www.lalibre.be/article.phtml?id=11&subid=118&art\\_id=197479](http://www.lalibre.be/article.phtml?id=11&subid=118&art_id=197479) > Voir une réponse à ce "butor de pied plat ridicule", comme disait le Capitaine Haddock, sur le site Quibla, par Fausto Giudice:

< <http://quibla.net/alire/giudice.htm> >

+++++

Informations et commentaires tirés du site **aaargh**

<<http://aaargh-international.org/fran/actu/actu05/actu0501.html>> (version Web)

La version PDF se trouve à l'adresse suivante:

<<http://aaargh-international/fran/livres4/cr0401.pdf>>

#### **LES AUTRES PUBLICATIONS MENSUELLES DE L'AAARGH**

< <http://geocities.yahoo.com/ilrestodelsiclo> >

*El Paso del Ebro*

*Das kausale Nexusblatt*

*The Revisionist Clarion*

*Il Resto del Siculo*

*La Gazette du Golfe et des banlieues (multilingue)*